

EBAUCHE D'UNE ANALYSE DE LA QUESTION AGRAIRE EN OUGANDA

Mahmood Mamdani*

I. Introduction: Contexte Théorique

Le monde paysan n'est ni auto-suffisant ni figé. C'est pour cela qu'en faisant une analyse des relations agraires, l'on doit toujours commencer par en situer le thème empirique dans un contexte historique large, si étroit soit ce thème.

Pour arriver à comprendre ce contexte historique large dans le cas de l'Ouganda contemporaine, il importe de saisir deux traits de son économie politique. Ces deux traits ont évolué au cours de la période coloniale et dans les deux cas c'est l'Etat colonial qui a été le promoteur du changement. Ils traduisent l'un et l'autre la réalité de la domination impérialiste sur l'agriculture, et ont fait coulé beaucoup d'encre dans la littérature actuelle.

Le premier trait est la rupture entre l'agriculture et l'industrie nationales du fait de la création d'une agriculture et d'une industrie tributaires des exportations et des importations respectivement, pendant la période coloniale. Il ne faudrait cependant pas croire que l'essentiel de l'activité agricole était orientée alors vers la production à des fins d'exportation, mais il se trouve simplement que la production était devenue l'élément dynamique de l'agriculture locale. De plus, parallèlement à cette forme d'agriculture, se développa une industrie qui, tout en produisant pour le marché local, était presque exclusivement tributaire d'une technologie, de matières premières, de pièces détachées, de compétences techniques et de capitaux importés. Le commerce d'import-export par le biais duquel s'organisaient les relations agro-industrielles, était le pivot de cette économie à caractère impérialiste.

Alors que d'une manière générale, l'agriculture nationale est

orientée vers l'exportation, elle comporte divers mécanismes au niveau local. Dans le contexte ougandais, nous pouvons observer trois mécanismes différents, dont chacun représente une forme différente d'intégration régionale au sein de l'économie coloniale.

(a) Production de matières premières à faible coût

Dans ces régions les ménages paysans produisent soit des matières premières industrielles telles que, le coton, le café ou des denrées de base comme la banane ou le mil pour leur valeur d'échange, soit des vivres pour leur valeur d'usage. Etant donné que les ménages produisent les vivres destinés à l'auto- consommation, ce qui les incite à produire des produits de base, c'est le besoin de liquidités, liquidités devant leur permettre de payer leurs impôts, d'acheter quelques biens de première nécessité (sel, savon, paraffine, médicaments, vêtements, sucre etc.) et à long terme, de se reconstituer un stock d'instruments aratoires essentiels. La division du travail au sein de la famille vise également à la réalisation du plan de production en deux volets qui combine la production de matières premières avec la production vivrière.

(b) Production de travail bon marché

Plutôt que des matières premières, la famille produit la force de travail considérée comme une marchandise. La main- d'oeuvre migrante offre une réponse au besoin de liquidités engendré par les mêmes circonstances que celles énoncées antérieurement. Dans ce cas également l'on se trouve en présence d'un plan de production à deux volets selon lequel la main- d'oeuvre familiale doit se scinder en deux groupes se consacrant l'un à la production de matières premières et l'autre à la production vivrière.

La différence est que dans ce cas les deux mécanismes sont séparés dans l'espace : les travailleurs migrants s'éloignent de leur lieu de résidence, tandis que le reste de la famille continue à vivre dans le village et à produire des vivres pour l'auto-consommation.

(c) Production de bétail à peu de frais

Considérées traditionnellement comme une terre de transhumance, ces régions étaient soumises à la double pression de l'aliénation illégale des terres et de la transformation forcée du bétail en marchandise. Dans ce cas, un plan de production simple était maintenu car le bétail était considéré à la fois comme une marchandise et une denrée de consommation familiale.

Toutes ces trois formes d'intégration du fait qu'elles étaient aléatoires ne garantissaient pas la satisfaction des besoins alimentaires de la famille paysanne et ne couvraient pas par conséquent l'essentiel de ses coûts de reproduction. Elles avaient toutes en commun la production de travail à peu de frais, soit directement approprié (en tant que travail rétribué) ou indirectement (en tant que produits du travail). Cette deuxième caractéristique définit le contexte général de la question agraire en Ouganda.

La thèse selon laquelle la main-d'oeuvre paysanne est une main-d'oeuvre peu coûteuse a été assez bien comprise par les plus clairvoyants des membres de la bourgeoisie coloniale en Afrique. Par exemple, le Gouverneur Clifford (Buell, 1965-772) expliquait devant le Conseil législatif nigérien (colonial) qu'il préférerait la production paysanne aux plantations européennes parce que l'exploitation paysanne:

(a) est mieux implantée que ses homologues fondés et gérés par des Européens, car elle s'est développée naturellement et ne procède pas d'une création artificielle ; elle est en outre auto-suffisante en ce qui concerne la main-d'oeuvre, alors que les plantations européennes ne peuvent subsister qu'en s'appuyant sur un système quelconque d'immigration organisée ou sur le travail forcé;

(b) est sans conteste l'instrument de production agricole extensive le moins onéreux jamais conçu ; et,

(c) peut se développer rapidement et accroître progressivement son rendement, battant tous les records jamais atteints...

Il convient de préciser que si les exploitations paysannes sont "les instruments les moins onéreux", jamais conçus pour la production à grande échelle de produits agricoles, c'est précisément parce qu'elles sont auto-suffisantes du point de vue de la force de travail.

Cette même question de la main-d'oeuvre bon marché a été débattue en long et en large depuis le début du siècle, dans les écrits marxistes, bien qu'elle ait été formulée quelque peu différemment : comment les petites exploitations arrivent-elles à survivre, même face à la compétition capitaliste? En effet, Engels n'avait-il pas prédit dans la Question paysanne en France et en Allemagne que la concurrence des grandes exploitations capitalistes entraînerait rapidement la désintégration des petites et moyennes exploitations?

Kautsky et Lénine ont tous deux reconnu que cette prédiction ne s'est pas vérifiée et ont essayé d'expliquer ce fait, Kautsky dans la Question agraire et Lénine dans Le Développement du Capitalisme en Russie (Hussein and Tribe, 1981 : 26-28, 67, 108). Ils expliquaient en substance que les relations entre les petites et les grandes exploitations s'étaient finalement stabilisées par un jeu de complémentarité et de concurrence.

Dans le premier cas, ils arguaient que les petites et les grandes exploitations ne se font pas concurrence sur le marché des produits agricoles, mais se complètent, le dernier type d'exploitation fournissant du travail au premier. Alors que les grandes exploitations vendent des produits agricoles sur le marché, les petites exploitations y vendent la force de travail.

Dans le deuxième cas, les petites exploitations survivent face à la concurrence des grandes exploitations capitalistes, disait Kautsky, et ce en dépit des avantages techniques de ces dernières. Il expliquait, d'autre part, l'endurance des petites exploitations par le niveau de vie bas des paysans et leurs besoins urgents d'argent qui les obligeaient à accepter les prix qu'on leur proposait sur le marché.

Il importe de souligner le point suivant : que les rapports existant entre les petites et les grandes exploitations agricoles soient complémentaires ou compétitifs, la survie de l'exploitation paysanne tient au faible coût du travail, soit directement approprié (en tant que force de travail) soit indirectement (en tant que produits du travail).

L'on a beaucoup écrit au cours de ces trois dernières décennies sur les économies de réserve de main-d'oeuvre d'Afrique australe, en soulignant que la crise de la production paysanne s'explique essentiellement par le fait que les paysans n'ont cessé de vendre à faible coût leur force de travail aux entreprises capitalistes établies dans leur voisinage. Les essais écrits par Arrighi (1973) sur la Rhodésie du Sud, par Wolpe (1972) et Meillassoux (1971) sur l'Afrique du Sud sont particulièrement intéressants à cet égard.

L'on ne peut cependant pas en dire de même des débats actuels sur la crise agraire qui frappe le reste de l'Afrique, où les exploitations agricoles paysannes ne produisent pas de grosses quantités de denrées et ne sont pas des réserves de main- d'oeuvre. La plupart des écrits qui existent sur ce sujet reflètent l'une des deux tendances suivantes :

- La première illustre une désaffection, dans les ouvrages écrits, à l'égard de l'analyse des rapports de production, en faveur exclusivement des relations d'échange. Les thèmes de discussion abordés ont été tirés de ces propositions limitées mais partagées : la crise agricole est-elle le fait essentiellement des relations d'échanges avec l'étranger (détérioration des termes du commerce international entraînant un déséquilibre des échanges et un afflux des valeurs vers les centres impérialistes?) ou est-elle avant tout engendrée par des relations d'échanges "intérieures" (détérioration des termes de l'échange entre l'agriculture et l'industrie aggravée par des taux de changes majorés?) Nous avons d'une part les défenseurs de la théorie de la dépendance et d'autre part les technocrates de la Banque Mondiale et du FMI (1). Cet important débat est toutefois galvaudé du fait que les tenants de ces deux thèses ne savent pas réellement par où commencer leurs recherches qui portent sur une analyse des rapports de production dans l'agriculture paysanne. L'un des objectifs du présent document est de contribuer à un tel changement d'optique.

- En revanche, la deuxième tendance s'efforce de mettre l'accent sur les rapports de production, mais cette tentative n'est que de pure forme. Dans ce cas, l'étude de la question paysanne est envisagée dans l'optique des recherches antérieurement menées en Asie et en Amérique Latine, où les rapports agraires se résument à des relations de propriétaires à métayers et la question paysanne est synonyme de problème foncier. Sur le continent africain, quelques îlots seulement, dont le plus important est l'Ethiopie, présentent des similitudes avec la situation latino-asiatique.

Dans une grande partie de l'Afrique, les conditions sont tout à fait différentes : les terres sont relativement nombreuses, la densité de la population faible, et les paysans ne traitent pas directement avec un suzerain en la personne d'un propriétaire terrien. Plus d'un observateur a été amené à conclure devant cet état de choses qu'il n'existe pas vraiment de question sociale dans les campagnes africaines. Joran Hyden (1980 et 1983) (2) soutient une position extrême parmi les tenants de cette thèse, lorsqu'il déclare que le paysan africain n'est confronté à aucune force sociale, à l'exclusion de la nature, et qu'aussi longtemps qu'il restera "indompté" - c'est-à-dire inexploité - il n'y aura pas de développement économique possible sur le continent. Le problème qui se pose à ce niveau est celui de l'identification automatique de la question agraire avec la question foncière. Ceci tient au fait que l'on a essayé de trouver en Afrique la réplique des relations agraires qui prévalent dans d'autres parties du monde. C'est une erreur d'étudier

uniquement des relations historiquement concrètes qui prévalent dans l'Afrique contemporaine.

II. Introduction: Contexte Historique

Cette étude porte concrètement sur une enquête menée en 1983-84 dans deux villages de l'Ouganda. Kintende et Amwoma. Kitende, situé à une quinzaine de kilomètres sur la route de Kampala-Entebbe, est un village du Bouganda, région du centre de l'Ouganda. Amwoma, situé dans le nord du pays, à Lango, est distant de seize kilomètres du centre commercial le plus proche (Dokolo) et de soixante-quatre kilomètres environ de la ville la plus proche (Lira). Nous essaierons dans cette partie de souligner l'importance de ces deux villages en les plaçant dans leur contexte historique et social. Ce faisant, nous analyserons deux traits de ces localités, d'une part leur intégration dans l'économie coloniale et d'autre part, le mode de propriété foncière qui y a cours.

Nous avons déjà souligné que l'intégration de l'Ouganda rural dans l'économie coloniale ne s'est pas faite uniformément. L'on peut identifier en effet au moins trois formes différentes d'intégration : intégration en tant que réservoir de matières premières, en tant que réserve de main-d'oeuvre ou de bétail. Kitende est historiquement un réservoir de matières premières et Amwoma une réserve de main-d'oeuvre.

Dans les tous premiers temps de l'histoire du Bouganda, région où se trouve le village de Kitende, la production de produits de base (coton) par les paysans s'est développée parallèlement à la culture de l'hévéa dans les plantations des Britanniques. Alors que les ménages paysans étaient auto-suffisants pour ce qui concernait la main-d'oeuvre, les plantations ne devaient leur prospérité qu'à la main-d'oeuvre bon marché qu'elles recrutaient parmi les paysans. Pour cela il fallait faire usage du pouvoir répressif de l'Etat colonial, car les deux types de production ne pouvaient coexister en bonne intelligence.

Cette opposition devint apparente avec la crise de l'emploi que connurent les plantations lorsque les ménages paysans se mirent à cultiver le coton pour payer leurs impôts. Dans le même temps, l'effondrement des marchés mondiaux de produits de base, consécutivement à la Première Guerre mondiale impérialiste fit ressortir la situation particulièrement précaire des planteurs face à des conditions de marché défavorables. L'administration coloniale fit la sourde oreille aux prières que lui adressaient les planteurs pour qu'elle les cautionne. La production du coton, introduite par les missionnaires au tout début

du siècle, avait fait naître parmi les membres de l'Association impériale de culture de coton, le désir de développer d'autres sources de production de coton d'excellente qualité qui libéreraient Manchester de sa dépendance vis-à-vis du Sud des Etats-Unis. Le coton ougandais pouvait valablement soutenir la concurrence face aux variétés américaine et égyptienne. Quoi d'étonnant donc que l'administration coloniale ait embrassé vigoureusement la cause des paysans au détriment des intérêts des planteurs.

Après la guerre, la production du coton s'étendit aux provinces de l'Est et du Nord, en raison notamment des mutations que nous allons bientôt examiner. Dans ce contexte, et pour s'affranchir de sa dépendance vis-à-vis des marchés du café contrôlés par les Américains, l'Etat colonial encouragea vivement les paysans à cultiver le café dans des régions aux conditions écologiques favorables, en particulier le Bouganda. C'est ainsi que cette région devint la terre de prédilection pour la culture du café dans l'Ouganda indépendant.

L'histoire d'Amwoma (Lango, au nord de l'Ouganda) est encore plus complexe. A l'aube de l'administration coloniale, Amwoma fut organisée en réserves de main-d'oeuvre comme il y en avait tant d'autres, pour fournir de la main-d'oeuvre aussi bien aux plantations et aux organismes municipaux du sud qu'aux forces répressives de l'Etat colonial. Acholi (au nord de l'Ouganda), West Nile (au nord-ouest) et Kigezi (au sud-ouest) constituaient avec Lango les réserves de main-d'oeuvre. Lorsque des sources extérieures commencèrent à fournir de la main-d'oeuvre, par exemple, les travailleurs migrants en provenance du Rwanda voisin, ces réserves perdirent leur importance au cours des décennies suivantes.

La première grosse vague de travailleurs migrants déferla du Rwanda dans les années 1920, fuyant l'exploitation coloniale belge de type féodal qui s'intensifiait. Profitant de ces circonstances, l'Etat colonial en Ouganda introduisit la culture du coton à Lango et à Acholi. De même, une deuxième vague d'émigration du Rwanda dans les années 1950 incita l'administration coloniale à lancer la production du café dans le West Nile. A la veille de l'indépendance, Kigezi restait la seule réserve de main-d'oeuvre en Ouganda.

Ainsi, à partir des années 1920, Amwoma fit partie de la région cotonnière située au nord de l'Ouganda. Cependant l'on devait constater un changement d'orientation dans les années 1970 lorsque la crise agricole sévit dans le secteur des exportations. Voyant que l'Etat pratiquait des cours de plus en plus bas pour les produits de base qu'il

commercialisait, les producteurs paysans se reconvertirent à des cultures destinées aux marchés locaux. Le mil devient à la place du coton la principale culture de rapport.

Par ailleurs, l'accroissement de la production de produits de base par les ménages eut pour corollaire un ralentissement des courants de migrations de main-d'oeuvre en provenance d'Amwoma et des campagnes environnantes. Alors que pendant la période coloniale les immigrants rwandais ainsi que ceux en provenance de Kigezi, trouvaient du travail dans les caféières des riches paysans du sud du Bouganda, les migrants venant du nord se fixaient au nord de cette région. Compte tenu de la situation politique défavorable de la période de l'après-indépendance, et plus particulièrement de la guérilla qui fit rage en 1981-85 à Luwero (au nord de l'Ouganda), ces courants migratoires qui s'étaient déjà considérablement ralentis s'amenuisèrent davantage.

En somme, Kitende et Amwoma sont aujourd'hui des réservoirs de matières premières, pour ce qui concerne leur intégration dans l'ensemble de l'économie. Cependant, Amwoma à l'opposé de Kitende, est historiquement connu comme une réserve de main-d'oeuvre. L'importance de ce fait historique est qu'aujourd'hui les relations de production sont beaucoup plus diversifiées à Kitende qu'à Amwoma.

Ces deux villages présentent également de profondes disparités en ce qui concerne le régime foncier. En effet, Amwoma ne connaît pas les relations de propriétaire terrien à métayer à l'inverse de Kitende. La situation d'Amwoma est par conséquent plus représentative de celle de nombre de régions de l'Ouganda (et de l'Afrique) où la question foncière ne se pose pas encore en tant que telle.

C'est dans la campagne du Bouganda, région où est situé Kitende, que se pose avec acuité le problème de la propriété foncière dans l'Ouganda contemporain. Dans cette région, les relations précoloniales de type féodal existant entre le propriétaire terrien et le métayer ont été restructurées et renforcées en 1900 avec la cession de terres mesurées en miles (mailo land) à une classe d'environ 8000 propriétaires pour les récompenser de leur allégeance politique à l'Etat colonial. Nous avons fait l'historique de l'évolution de ces relations dans une autre étude (Mamdani, 1976 : chapitre 3). Nous nous contenterons de souligner ici les principaux événements qui jalonnent cette histoire.

La loi Busulu et Nvujjo de 1928, véritable concession au mouvement puissant des métayers qui prit de l'expansion dans les années 1920, constitua le premier frein majeur aux prérogatives

légalement illimitées des propriétaires terriens qui les autorisaient à prélever à volonté la main-d'oeuvre supplémentaire dont ils avaient besoin, parmi les paysans qui occupaient leurs terres. S'il est vrai que cette loi réduisit considérablement le loyer de la terre (obusulu) et la rente en nature (envujjo) que le propriétaire était en droit d'exiger du métayer, il n'en demeure pas moins qu'elle n'eut qu'une application temporaire. La raison en est qu'elle ne protégeait que les métayers d'alors. Avec le temps, la population s'accrut et avec elle, la demande de terres à broussailles et à forêts jusque là inexploitées et qui étaient gérées par les propriétaires terriens, libres désormais de vendre cette terre ouvertement.

En juin 1975, le régime d'Amin abrogea la loi Busulu et Nvujjo de 1928 et promulgua un Décret sur la réforme foncière qui précisait que toutes les terres seraient désormais données à bail par l'Etat pour une période de quatre-vingt dix-neuf ans. "Le droit de propriété absolu" et "le pouvoir qu'avait le métayer coutumier d'empêcher la mise en valeur de la terre furent abolis. Tout "métayer coutumier" (paysan) devint un métayer à la discrétion de l'Etat ; l'Administration des Domaines fut nantie de pouvoirs pour résilier tout bail sur une terre "non mise en valeur" et la céder à un "exploitant" potentiel. Dans ce contexte, le Décret sur la réforme foncière fut assimilé à un balai destiné à supprimer toutes les barrières médiévales qui entravaient la voie du développement capitaliste.

Cependant, sa signification réelle était différente. Dans des régions du pays telles que le Bouganda, où la propriété foncière existait, le propriétaire devint un preneur de l'Etat et le métayer un sous-locataire du propriétaire. En dehors de tout contrôle des loyers, le propriétaire était libre de louer à un métayer toute parcelle non cultivée et couverte de broussailles ou par la forêt et qu'il gérait. Le Décret de 1975 sur la réforme foncière introduisit donc un nouveau type de propriété au Bouganda.

L'histoire de la propriété foncière à Amwoma est tout à fait différente et reflète davantage la situation qui prévaut dans la plupart des villages ougandais. Amwoma n'a pas connu à l'époque précoloniale ou coloniale des relations de location de terres. Ceci est dû en partie au mouvement de métayers dans les années 1920 au Bouganda. C'est en effet pour éviter que ce mouvement ne s'étende que l'administration coloniale décida d'empêcher que le système de propriété foncière ne gagne le reste du pays, malgré le désir des chefs des autres régions de devenir des propriétaires fonciers à l'image de ceux du Bouganda. En revanche toutes les terres furent déclarées du Domaine de la couronne ;

le droit communal coutumier qui garantissait l'usufruit aux agriculteurs paysans, fut sanctionné par le droit colonial ; les chefs devinrent des agents salariés de l'Etat.

Cette situation prévalut jusqu'à la promulgation par le régime d'Amin du Décret de 1975 sur la réforme foncière. Dans des régions comme le Bouganda, ce décret renforça le système de propriété foncière par l'abrogation de la loi de 1928 sur le contrôle des loyers. Cependant, ailleurs, en annulant au nom de "la mise en valeur" les formes coutumières d'occupation des terres qui avaient jusque là protégé les droits de jouissance de la terre par usufruit des paysans, la loi favorisa l'entrée du capital dans la campagne "communale". Nous aurons ultérieurement l'occasion d'illustrer cette tendance.

Cependant, ces faits récents n'ont pas contribué à atténuer le contraste existant entre les deux villages en ce qui concerne la propriété foncière. A Kitende, les paysans sont directement sous la coupe d'un suzerain alors que ce n'est pas le cas à Amwoma. A Kitende, le monopole exercé par certains sur la terre a entraîné une situation de pénurie aiguë des terres au détriment des paysans démunis ; à Amwoma, l'on ne connaît pas de telles pénuries.

Je voudrais en m'appuyant sur l'analyse de la situation de ces deux villages en 1983-84, souligner deux propositions théoriques. La première étant que la transformation sociale de la classe paysanne ne doit pas se greffer sur une différenciation des régimes fonciers. Elle peut se greffer sur une différenciation de l'un quelconque des éléments du procès de travail : terre, travail ou objets du travail. La forme spécifique de différenciation reflète l'histoire des relations agraires dans une région donnée. La seconde étant que la faible productivité de la main-d'oeuvre se comprend aisément du fait des contrôles exercés sur la main-d'oeuvre, ce qui exige l'utilisation de pressions extra-économiques. Plutôt que de nous apesantir sur le faible coût de la main-d'oeuvre, nous soulignerons les mesures de contrôle exercées sur elle et qui freinent sa productivité. En effet dans une situation où la concurrence n'est pas généralisée et où il n'y a pas un nivellement des conditions de vie, toute tentative de discuter du faible coût de la main-d'oeuvre risque de donner lieu à des spéculations oiseuses. Un examen des types de contrôle exercés sur la main-d'oeuvre peut s'avérer plus concret. Ces contrôles peuvent s'exercer directement (sur la force de travail) ou indirectement (sur les produits du travail). Ce sont ces formes de contrôle qui expliquent l'organisation du pouvoir de l'Etat, en particulier par rapport à la paysannerie. Ainsi, tout programme démocratique populaire qui vise la transformation sociale dans le

contexte contemporain, doit avoir pour objectif essentiel la suppression de ces mesures de contrôle.

Chacune des parties suivantes s'articule autour d'une question centrale pour faciliter la compréhension progressive du thème principal. Premièrement, pourquoi les paysans établissent-ils des rapports dans le cadre desquels ils sont exploités et quels sont ces rapports? A quelles contraintes, objectives et subjectives sont-ils soumis? (Troisième partie). Deuxièmement, étant donné que l'exploitation de l'homme par l'homme entraîne nécessairement des rapports conflictuels qui impliquent simultanément une perte et un profit, quelles sont les forces, endogènes ou exogènes à qui ces rapports profitent? Concrètement, quel cheminement le processus de l'accumulation capitaliste suit-il? (Quatrième partie). Troisièmement, ces rapports sont également conflictuels pour les paysans, mais ils dépendent dans chaque cas de la situation du ménage, et entraînent à long terme la stratification de la paysannerie en couches riche, moyenne et pauvre. Comment se caractérise donc cette stratification? (Cinquième partie). Quatrièmement, dans le contexte objectif de la division des classes en milieu rural, quel est le caractère de la crise agraire qui se profile? (Sixième partie). Cinquièmement, quel est le mode de reproduction de ce régime de contrôle de la main-d'œuvre? Singulièrement, quelles sont les dimensions politico-idéologiques de ce processus? (Septième partie). Enfin, quelles transformations agraires majeures sont nécessaires pour enrayer la crise agraire en faveur de la vaste majorité des producteurs indépendants? (Huitième partie).

III. Double Aspect de l'Exploitation des Paysans

L'exploitation des paysans présente un double aspect. C'est d'une part la conséquence du contexte objectif dans lequel les ménages paysans vivent. L'on comprend que ce contexte, cette "écrasante pression des lois du marché", pousse certains ménages paysans à établir, parfois à leur désavantage, des rapports déséquilibrés, en vue de leur reproduction, tandis qu'il permet à des ménages mieux nantis d'établir des relations tout aussi déséquilibrées à leur avantage. Cette contrainte est plutôt indirecte que directe. C'est le contexte économique et non une quelconque autorité politique qui l'impose. C'est dans ce sens et uniquement dans ce sens que nous pouvons dire que l'exploitation est le résultat de relations déséquilibrées établies volontairement.

Par ailleurs, l'exploitation des ménages paysans est également le résultat de pressions qui leur sont imposées directement et d'en haut. Cette contrainte est extra-économique et non économique. Les relations

Africa Development

que les ménages paysans établissent de ce fait ont immédiatement un caractère involontaire. Essayons d'étudier tour à tour ces deux types d'exploitation.

Dans le cas de Kitende, le contexte réel dans lequel évoluent des ménages paysans est le résultat immédiat de la répartition de la propriété foncière. Ici, tout le village est sous la dépendance d'un seul propriétaire terrien dont le grand-père avait reçu une concession de plus de 2000 ha en 1900, qui regroupait Kitende et trois villages environnants. Le propriétaire actuel possède un peu plus de 1000 ha. Le tableau ci-dessous illustre le schéma d'occupation des terres par classe sociale à Kitende :

Propriétaire terrien	1000 ha
Paysan riche	0,868 ha
Paysan de classe moyenne	0,436 ha
Paysan pauvre	0,264 ha

Inutile d'en dire davantage. Les paysans de Kitende sont obligés d'entretenir avec le propriétaire des relations déséquilibrées, qui se résument pour eux à louer la terre ou à vendre leur force de travail ou les produits de leur travail, et ce, en raison d'un fait indiscutable : ils manquent de terre.

La situation d'Amwoma est différente. Il n'y existe pas de relations de propriétaire à métayer et le problème de pénurie de terres ne s'est jamais posé. Or, dans ce cas aussi les paysans démunis établissent "volontairement" des rapports à leur désavantage. Pourquoi ? La raison en est claire si nous dépassons la simple notion de propriété foncière pour considérer la superficie que chaque couche sociale a réellement la capacité de cultiver.

Tableau II: Accès des ménages paysans à la terre, force de travail et instruments aratoires par couches sociales à Amwona.

Couches de la classe paysanne	Terre (en ares)		Force de travail *	Instruments aratoires	
	Detenue en propriété	Cultivée		Houes	Charrues
Pauvres et petites bourgeoisie	172,40	77,8	2,59	1,74	-
Bourgeoisie (moyenne et haute)	170	121,50	3,90	2,40	0,4
Riches	759	246	4,50	2,50	2,0

* Pour calculer la force de travail d'un ménage, nous avons donné un point à toutes les personnes âgées d'au moins 12 ans, 0,5 point aux enfants de 8 à 12 ans et 0,25 à ceux de 5 à 8 ans.

Nous examinerons plus en détail dans la cinquième partie les critères appliqués pour différencier la paysannerie en couche aisée/moyenne/démunie et pour procéder à des divisions à l'intérieur de la bourgeoisie paysanne. La question importante que nous allons doré et déjà poser est de savoir pourquoi les paysans démunis ainsi que ceux de la petite bourgeoisie qui possèdent autant de terres que le reste de la bourgeoisie paysanne (172,40 ares contre 170 ares) n'arrivent à cultiver que les 65 p.100 (77,8 contre 121,50 ares) de la terre? La différence ne peut pas s'établir au niveau de la force de travail des différents ménages, étant donné que la capacité que possède une pauvre famille rurale d'user simultanément de la force de travail dont il dispose lui fait toujours défaut. En réalité, la principale différence réside dans leur accès respectifs aux outils de travail. Malgré une force de travail moyenne de 2,59, une famille paysanne démunie ne possède que 1,74 houes et pas de charrue. En d'autres termes, il n'y a jamais à aucun moment suffisamment de houes pour la main-d'oeuvre familiale. Ainsi, bien qu'elle ne manque pas de terre, la famille rurale démunie est obligée

d'établir des relations à son désavantage parce qu'elle ne dispose pas de moyens de travail suffisants.

Les conditions objectives précitées qui font que les paysans manquent de terres ou d'outils de travail, expliquent en partie qu'ils entretiennent des relations à leur désavantage avec la classe exploiteuse. Etant donné que ces relations constituent une réponse à la situation réelle des paysans imposée par les circonstances, on a l'impression que ceux-ci acceptent "volontairement" de les établir.

Par ailleurs, les pressions exercées d'en haut constituent une deuxième explication au type de rapports déséquilibrés qui s'instaurent parmi la paysannerie. Conséquence de la contrainte politique, cette pression extra-économique n'a pratiquement rien à voir avec la situation économique immédiate d'un ménage paysan. C'est l'immobilisme des paysans (car ils sont aussi profondément enracinés dans la terre que les produits qu'ils cultivent) qui les expose facilement à toutes sortes de pressions venues d'en haut. S'il est vrai que le marché est le pôle de rapports déséquilibrés "volontairement" entamés, l'Etat est la source de pratiques involontaires.

Les pressions extra-économiques émanent soit, de l'Etat lui-même, soit d'organismes ayant des relations privilégiées avec l'Etat (le parti, l'église) ou d'individus (fonctionnaires, chefs). Ces pressions se traduisent par une multitude de contraintes qui vont des cultures forcées aux ventes forcées, de l'aliénation forcée des terres aux contributions forcées en argent, et enfin aux travaux forcés. Leurs objectifs varient aussi de la force de travail elle-même (travail forcé) aux produits du travail (cultures, ventes et contributions forcées), aux conditions de travail (isolement forcé). Cependant, ces contraintes constituent ensemble, directement ou indirectement, un tissu intégré de mesures de contrôle exercées sur la main-d'oeuvre. Les demandes de travail forcé sont rarement présentées ouvertement comme telles. En réalité, elles sont toujours présentées comme une continuation des pratiques traditionnelles selon lesquelles chaque ménage est tenu de contribuer régulièrement par son travail aux corvées communautaires appelées "Bulungi bwansi" (pour le bien de la communauté). La différence est qu'aujourd'hui ce sont des organes ou des agents de l'Etat, ou des organismes entretenant des relations privilégiées avec l'Etat tel le parti ou l'église, qui extorquent cette force de travail.

A l'instar de leurs homologues urbains, les ménages paysans paient un impôt annuel à l'Etat. Or, contrairement à ceux-là, ils ne reçoivent guère de services en contrepartie. Toute entreprise locale doit être le

résultat d'un effort local, organisé et contrôlé par les autorités administratives locales. Lorsqu'il faut construire, réparer, nettoyer une école, un dispensaire, une route ou un puits, les chefs demandent aux ménages ruraux d'envoyer un membre de la famille pour exécuter le travail. Lorsque le moment arrive de labourer, sarcler ou moissonner le champ du chef de canton, l'on fait appel aux paysans des environs pour s'acquitter de cette corvée. Lorsque le parti au pouvoir doit organiser un rassemblement, les paysans doivent offrir gracieusement leurs services pour couper des piquets, débroussailler et construire un abri. Ils doivent donner des grains à l'occasion de cette fête obligatoire et sacrifier leur temps avant, pendant et après la réunion, car ils sont tenus d'y participer et de distraire les personnalités venues de la ville. Si le parti veut construire un bureau local, ou qu'une école a besoin d'acheter un camion, les paysans devront apporter des "contributions" en espèces. Toute personne qui se trouve dans l'impossibilité de se plier à ces ordres, ou refuse de le faire, reçoit sans délai une sanction sans appel. Généralement, les autorités confisquent un coq au ménage en faute, mais si le paysan est trop pauvre pour en posséder un, il est jeté en prison pour une durée fixée unilatéralement par le chef.

Les autorités ecclésiastiques ont des exigences similaires. Toute récolte donne lieu à une collecte active. Tout service religieux le dimanche est une occasion pour soutirer de l'argent aux fidèles. Des événements importants comme les baptêmes, les mariages, les décès, à l'occasion desquels la sanction de l'église est importante et urgente - sont mis à profit par les autorités religieuses pour discuter âprement avec les fidèles du montant du don à offrir à la "Maison de Dieu". L'église a en effet le pouvoir d'user de sanctions hautement "morales" telles que le refus de bénir les morts ou de baptiser des nouveaux-nés.

Les détails varient d'une région à l'autre. Dans certaines régions de l'ouest de l'Ouganda, l'église exige des fidèles un jour de travail par semaine. Dans d'autres, comme à Kitende, chaque ménage paysan est tenu de verser tous les ans à titre de "contributions" le denier du culte. Dans des régions comme Amwoma où l'église ne jouit pas d'un pouvoir aussi absolu, ce sont les autorités administratives locales qui exercent les plus fortes pressions. En 1984 par exemple, tout ménage était tenu de consacrer huit heures par semaine à la réparation des murs en terre battue et des toits de chaume constamment en mauvais état.

Il est très difficile à un chercheur isolé d'évaluer le temps qu'un ménage paysan consacre au total à ces travaux extra-économiques. J'ai cependant évalué grosso-modo le travail qui est extorqué aux ménages paysans obligés de se livrer aux travaux forcés et de payer des

cotisations forcées au village d'Amwoma en 1984. Pour obtenir une échelle unique, nous avons décidé que 100shs équivaldraient à quatre heures de travail, ce qui correspondait en fait au taux de rémunération en vigueur en 1984.

Nous avons ainsi pu aboutir à la conclusion qu'un ménage de petits paysans (démunis et de la petite bourgeoisie locale) est tenu de fournir gratuitement 491 heures par an, soit 9,42 heures par semaine. Si l'on considère que la force de travail d'une famille est de 2,59, qu'une famille travaille 62 heures - en supposant qu'un homme travaille en moyenne vingt heures dans les champs et une femme trente heures - nous constatons que 15% environ du temps de travail d'un ménage de paysans démunis est approprié en travaux forcés et en contributions forcées. Le chiffre correspondant pour un ménage paysan moyen (moyens et bourgeoisie) est approximativement de 10%. Les couches rurales de propriétaires terriens arrivent généralement à s'affranchir quelque peu de ces exigences, en particulier des travaux forcés. Les gros paysans aisés envoient normalement un manoeuvre pour les "représenter".

Un capitaliste rural déclarait qu'il ne se rend à l'école que lorsqu'il en a le temps, et encore pour "surveiller" les manoeuvres!

Le pouvoir politique est en outre utilisé pour jeter les bases d'un monopole foncier ou commercial. L'appropriation forcée des terres est le fondement du système de propriété foncière. L'exemple le plus frappant à l'époque coloniale est l'Acte de 1900 dont les effets sur la propriété foncière se font toujours sentir aujourd'hui à Kitende. Nous rappellerons à une époque plus récente la multiplication des clôtures autour des terres, dans de nombreuses régions du pays, consécutivement au Décret de 1975 portant réforme foncière. Ainsi, à Amwoma, alors que les gros paysans aisés possèdent en moyenne 7,50ha, les exploitants capitalistes eux détiennent en moyenne 136ha. Ces grandes étendues de terres sont attribuées à la suite de demandes approuvées par les Comités fonciers municipaux mis en place aux termes du Décret de 1975. Ces comités, organes du pouvoir central au niveau local, sont constitués de fonctionnaires et de notables locaux. Ce type d'occupation des terres est courant dans les zones rurales où n'existent pas les gros propriétaires terriens traditionnels, et où l'accès à la terre avait été déterminé jusqu'à présent en vertu du régime foncier coutumier. C'est pour cela que dans les régions où le droit coutumier primait, le Décret de 1975 portant réforme foncière a en réalité introduit le capital dans les campagnes "communales".

Les monopoles commerciaux émanent très souvent d'une combinaison de contraintes, contraintes du fait notamment des cultures forcées (coton, café, tabac, etc) et des ventes forcées, généralement au profit des offices parapublics de commercialisation. S'il est vrai que l'administration use généralement de ce type de contraintes pour la vente de cultures industrielles destinées à l'exportation, il arrive aussi qu'elle se serve de cette arme pour implanter un quasi-monopole dans le cadre du commerce intérieur. En Ouganda par exemple, toutes les opérations de gros touchant des denrées alimentaires essentielles sur le marché local (exemple : bétail, bananes, mil) doivent être autorisées par l'Office de commercialisation des produits agricoles. Ainsi, plus le monopole est lucratif, plus le service chargé de la délivrance des licences commerciales est haut placé et plus solide doit être l'appui dont on bénéficie au niveau gouvernemental pour obtenir cette licence. Dans tous ces cas, le recours au pouvoir politique facilite l'accès aux produits par les paysans.

En somme, l'exploitation du paysan présente alors une double facette dont l'une est économique et l'autre extra-économique ; l'une est la conséquence de relations "volontairement" entamées et l'autre le résultat de rapports que le paysan subit involontairement d'en haut ; l'une le corollaire de "la lourde contrainte des lois du marché", l'autre le fait de l'intervention active de l'Etat ou de ses agents.

IV. Double Aspect de l'Accumulation Capitaliste

L'exploitation à double facettes du paysan favorise deux types distincts, voire contradictoires, d'accumulation capitaliste qui entraînent chacun ses propres conséquences.

Le premier type est un processus relativement spontané par lequel se fait la stratification de la paysannerie à travers des rapports inégaux, résultant de la concurrence, fruit elle-même des rapports de production. Le partage et la location des outils de travail, les "emprunts" et le louage de terres à une petite échelle et les pratiques de "coopération" et de vente de la force de travail que j'examine plus loin d'une manière plus détaillée constituent la trame de ce processus. Nous définirons ce mode d'accumulation comme étant endogène.

Faisant pendant à ce type, nous avons l'accumulation exogène dans le cadre de laquelle les lois du marché sont secondées par des contraintes extra-économiques, émanant de l'Etat en tant que pouvoir organisé, des organismes entretenant des relations privilégiées avec l'Etat (parti, église) et d'agents de l'Etat agissant à titre individuel. La distinction

entre ces deux types d'accumulation réside dans le rôle du pouvoir de l'Etat. Il est évident que la reproduction des rapports de production - base de l'accumulation endogène - n'est possible que si elle est appuyée par le pouvoir de l'Etat qui garantit le fonctionnement de divers marchés de matières premières - par exemple dans le domaine du travail et de la terre. Ce qui fait la différence entre ce premier type et l'accumulation exogène, c'est que dans le dernier cas, la contrainte extra-économique est la clé de l'accumulation. Dans ce cas, le pouvoir de l'Etat constitue lui-même une force économique.

De plus en plus d'ouvrages sur les pays nouvellement indépendants démontrent que le pouvoir politique (de l'Etat) est la base de l'accumulation du capital (Thomas, 1984, Shivji, 1976). Ces écrits soulignent un processus distinctif de formation des classes, dans des cas où il n'existait pas de classe bourgeoise autochtone pendant la période coloniale. L'indépendance a donné le pouvoir politique à des mouvements nationalistes dirigés par la classe moyenne. Et c'est l'exercice de ce pouvoir - appuyé par de nombreux programmes d'aides élaborés par les impérialistes - qui a jeté les fondations d'une classe bourgeoise indigène. Le capital ainsi accumulé peut avoir une origine privée ou publique. Il a pour pendant la propriété foncière dans le cadre de laquelle l'accumulation est le résultat d'un monopole foncier, également obtenu grâce au soutien de l'Etat. Analysons maintenant dans le détail les deux types d'accumulation du capital: l'accumulation endogène et l'accumulation exogène.

Le développement endogène de relations capitalistes, axé sur des relations commerciales restreintes, se caractérise par le fait qu'il est davantage en harmonie avec les rapports de production existants. Très souvent les relations ainsi tissées s'avèrent équilibrées. Elles entraînent une forme d'exploitation déguisée du fait qu'elles apparaissent comme une perpétuation des pratiques coopératives d'antan. Les pratiques coopératives de forme cessent de l'être dans le fond dès l'instant où elles s'engagent entre des ménages de conditions inégales.

Prenez l'exemple suivant de trois ménages qui décident de rassembler leur bétail et de grouper leur main-d'oeuvre pour garder conjointement leurs bêtes. La seule différence par rapport au passé, c'est qu'ils n'ont plus des conditions économiques identiques : le ménage de petits paysans démunis possède deux vaches, celui de paysans moyens huit vaches et celui de gros paysans aisés vingt-quatre vaches. Ils rassemblent leurs troupeaux dans un enclos construit en commun à proximité de la maison du gros paysan aisé. Ils les gardent à tour de rôle, chaque propriétaire assurant la garde pendant dix jours. Bien que

le travail soit partagé équitablement, les différents ménages ne possèdent pas le même nombre de bêtes. Le tableau 3 est une illustration de ce qui précède.

Tableau III: Nombre de vaches possédées et part de travail de chacun dans un groupe de surveillance de bêtes

Ménages paysans par couches sociales	Nombre (%) de vaches à garder	Part (%) de travail contribué à tour de rôle
Petits paysan démuni	2 (5,9 %)	1/8 (33,3 %)
Paysan moyen	8 (23,5 %)	1/8 (33,3 %)
Gros paysan aisé	24 (70,6 %)	1/8 (33,3 %)

Non seulement les partenaires ne profitent pas équitablement des avantages de la coopération, mais en outre les risques sont inégalement partagés, à supposer que les bêtes s'égarant dans des exploitations voisines et y causent des dégâts aux cultures. Pour le petit paysan, ou le paysan moyen, il est évidemment préférable de garder 34 vaches pendant dix jours par mois que d'en garder deux ou trois tous les jours du mois ! Or, l'on oublie que le partage équitable du travail occulte et l'inégalité des avantages perçus par chaque ménage. En fait, cette forme de "coopération" est un transfert de travail non rétribué des ménages possédant moins de la moyenne des bêtes (paysans démunis et moyens) aux ménages détenant plus de la moyenne des vaches (gros paysans aisés).

Des relations déséquilibrées, claires ou déguisées, spontanément tissées, se développent par rapport aux principales forces productives : objets de travail, terre et force de travail. Il arrive parfois, comme c'est le cas à Amwoma, que les paysans louent ou utilisent à plusieurs un outil de travail aussi essentiel que la charrue. Lorsqu'on loue un outil de travail, le paiement se fait au vu et au su de tous: le montant versé par jour à un exploitant capitaliste ou à un gros paysan aisé pour la location d'une charrue de quatre boeufs et de deux à trois manoeuvres, s'élève à 1500 shillings. Cette pratique est toutefois rare, car seul un paysan aisé a la capacité financière suffisante pour effectuer un paiement de cette importance.

La pratique appelée "utilisation collective de charrue" entre un exploitant agricole capitaliste et un paysan démuni est une pratique plus courante. L'exploitant capitaliste fournit une charrue, le boeuf et parfois même un manoeuvre, et le ménage de petits paysans fournit deux personnes pour labourer la terre. L'équipe de laboureurs travaille les terres de l'exploitant capitaliste puis celles du petit paysan. Il convient de souligner deux aspects de cet échange. D'une part, la terre de l'exploitant capitaliste couvre généralement une superficie équivalant à six champs (d'un peu plus de 4000 m² chacun) alors que celle du petit paysan ne représente qu'un seul champ. Bien que le ménage de petits paysans ne possède qu'un septième de la terre cultivée, il ne fournit pas moins des deux-tiers de la main-d'oeuvre nécessaire. Par ailleurs, la terre de l'exploitant capitaliste est cultivée en premier pour que les travaux soient terminés avant l'arrivée des pluies, tandis que le petit paysan est obligé de cultiver tardivement son champ.

Il en va de même en cas de pénurie de terres. Comme l'illustre l'exemple suivant, se rapportant à Kitende, la terre peut être louée ou "empruntée". On parle de location lorsque le paiement se fait en numéraire et d'"emprunt" en cas de paiement en nature. La location d'une terre d'une superficie de 4046 m² revenait en 1983 de 1500 à 6000 shillings, selon (a) l'emplacement, (b) selon qu'elle était en friche ou sarclée, et (c) et selon qu'elle était cultivée depuis longtemps ou pas.

"L'emprunt" quant à lui comporte un large éventail de pratiques. Tous les cas d'emprunt ont en commun un minimum fixe considéré comme une location déguisée. La terre "empruntée" est nécessairement en friches. Elle doit être débroussaillée ; l'"emprunteur" ne peut en disposer que pendant une année à l'issue de laquelle il la rend à son propriétaire qui peut alors décider de l'utiliser lui-même ou de la louer pour de l'argent. Si le "fermier" souhaite continuer à "emprunter", il/elle est obligé(e) de se déplacer pour aller exploiter un autre lopin de terre en friches. Le taux officiellement admis pour débroussailler un lopin de terre en friches d'environ 4047 m² était de 2000 shillings en 1983. C'était alors le loyer minimum déguisé pour l'emprunt d'une terre de 4047 m².

Au dessus de ce seuil, il existait encore une autre formule de paiement en nature, sous forme de partage du fruit du travail du métayer. Bien que coutumièrement fixé, ce paiement variait cependant d'une couche de la paysannerie à l'autre ; il était le plus élevé pour les paysans pauvres. Nous avons calculé la valeur vénale de la part de récoltes ainsi payées par chacune des couches de la paysannerie, en prenant comme référence les prix appliqués alors et l'avons additionnée

à la valeur de la force de travail payée, et avons comparé le montant obtenu avec le loyer payé en numéraire dans le tableau suivant.

TABLEAU IV: louage de la terre dans le village de
Kitende en 1983

Type de métayer	Loyer pour 4847 m ²
Locataire "Emprunteur"	1500 - 6000 shs.
Paysans aisés	2000 shs.
Paysans bourgeois et moyens	6400 shs.
Paysans de la petite bourgeoisie et petit paysan	9600 shs.

Il convient de faire observer que dans les cas où le gros paysan aisé "emprunte" une terre, le propriétaire n'exige de lui rien d'autre que de défricher la terre. Ce traitement de faveur est une preuve de solidarité de classe. Il est en effet à peu près certain que ce service lui sera rendu ultérieurement, soit sous forme de don (par exemple : un cochon de lait) ou d'appui politique. Toutefois, cette façon de récompenser le service rendu n'a rien de régulier. Cette pratique a davantage le caractère d'un échange de bons procédés que d'un paiement, et tend à renforcer l'élément de solidarité.

Enfin, comme nous pouvons le constater avec l'exemple d'Amwoma, il y a diverses manières d'extorquer du travail, soit ouvertement dans le cadre du travail salarié, soit de façon déguisée sous forme de travail communal. Une analyse historique des changements survenus au cours de ce siècle dans le système coopératif communal de travail, en donne une claire illustration.

L'organisation du travail coopératif s'est développée grâce à une conjonction de conditions, notamment : l'abondance relative des terres, l'éparpillement de la population, l'inclémence générale de l'environnement, en somme, un sous-développement relatif des forces productives. Des groupes communaux organisés d'une manière plus ou moins durable, labouraient par rotation des lopins de terres appartenant aux uns ou aux autres. L'hôte du jour devait donner un gage au groupe, généralement une quantité spécifiée de bière de mil locale. C'était une manière symbolique d'exprimer la gratitude pour le service rendu. L'absence relative de différenciation au sein de la paysannerie est

une condition nécessaire pour le fonctionnement harmonieux d'un tel système. Pour que ce système puisse profiter à peu près équitablement à tous, il fallait que toutes les familles aient les moyens d'offrir la bière, gage de l'accès au travail communal.

Avec la stratification interne de la paysannerie, cette condition n'était plus remplie. Les ménages se divisaient entre ceux qui pouvaient donner le gage et ceux qui n'en avaient pas les moyens, entre ceux qui n'adhéraient à ce système qu'en tant que vendeurs de force de travail et ceux qui n'en faisaient partie qu'en tant que bénéficiaires. Ce système constituait un réservoir de main-d'oeuvre bon marché, d'autant plus que la prestation de services n'était rétribuée selon la coutume qu'avec un gage de bière traditionnelle.

Ce système fut frappé par la crise lors de la sécheresse de la fin des années 1960 : de plus en plus de paysans, manquant de mil, n'avaient plus les moyens d'offrir de la bière, gage de leur accès au travail communal. Le système fut réorganisé, à la suite de pressions exercées à la base. L'on abolit le gage. Tout le monde devait fournir le même travail, et tous devaient recevoir le groupe de laboureurs sur leur terre, à tour de rôle, après tirage au sort. N'y adhérèrent plus que des petits paysans ou des paysans moyens. Alors que le système de travail communal originel était organisé sur une base territoriale, et réunissait au sein d'un même groupe les ménages du même voisinage, l'organisation des nouvelles équipes s'appuya essentiellement sur la classe, le travail en équipe étant le ciment de cette forme de coopération.

Une réorganisation interne du groupe n'était toutefois pas une garantie que les membres de l'équipe, propriétaires de la force de travail, profiteraient du travail exécuté. Ce qui n'avait pas changé, c'était l'environnement général, les conditions réelles auxquelles devaient faire face les familles rurales démunies, et qui étaient telles que ces dernières se retrouvaient sans instruments de travail et par conséquent frappées par des pénuries de denrées alimentaires et sans argent. C'est en raison de ce dénuement que de plus en plus de membres de l'équipe attendaient le moment où ils devaient recevoir l'équipe de travail, pour échanger leur tour contre un emploi chez un employeur capitaliste et non pour travailler dans leur propre exploitation. Cette forme de travail qui revêt pourtant en apparence un aspect communal et coopératif, est en réalité une forme déguisée de travail salarié de groupe.

Revenons à notre examen général qui portait sur le premier type

d'accumulation à savoir l'accumulation endogène, favorisée par la stratification de la paysannerie. Il a pour point de départ la production réelle, un faible niveau d'accumulation par le biais de la petite exploitation. La maigre plus-value ainsi accumulée dans des activités du type de celles d'un paysan aisé, et combinant le travail familial avec la petite exploitation, grâce au lavage de manoeuvres agricoles, ou de terres ou à la location d'instruments de travail - est alors investie dans le commerce.

Un paysan peut sans la moindre difficulté se lancer dans une petite activité commerciale, telle que la vente de produits de base sur le marché local : vente de poulet à Amwoma, de charbon et de manioc à Kitende. Non seulement les frais de premier établissement sont peu élevés, mais il est possible d'obtenir à faible coût auprès des autorités locales, la licence autorisant l'exercice d'activités de cette nature.

L'étape suivante est généralement une activité de commerce de gros sur le marché intérieur. Le commerce de bétail constitue la meilleure illustration à cet égard. L'on achète généralement le bétail par tête, le plus souvent dans des familles paysannes en désarroi ; ces bêtes sont alors transportées sur les marchés urbains (Busia, Makono, Kampala) par camion. Bien que la marge bénéficiaire soit substantielle, elle va pour l'essentiel dans la poche du transporteur et non dans celle du commerçant. L'expérience aidant, la bourgeoisie villageoise a pris conscience de la nécessité d'être propriétaire d'un véhicule de transport ; mais l'expérience lui a également appris qu'il n'est pas possible d'obtenir un crédit bancaire suffisamment important pour acheter un camion (une Leyland "Land Train" par exemple) sans un appui dans le gouvernement. A ce stade, leur problème est politique. Nous y reviendrons plus tard.

Il suffit de souligner ici le caractère contradictoire du processus d'accumulation du capital, qui, exogène ou endogène, donne naissance à différentes couches de la bourgeoisie. Chronologiquement la première, la couche issue d'une stratification endogène de la paysannerie constitue la bourgeoisie villageoise. La couche "extérieure" de la bourgeoisie composée des personnes qui bénéficient du deuxième type - exogène - d'accumulation capitaliste en milieu rural, fait pendant à la première. Nous analyserons le rôle économique et politique que joue cette couche sociale avant de décrire comment elle se présente concrètement dans des villages tels Amwoma et Kitende.

En termes économiques, cette couche se définit essentiellement comme une bourgeoisie marchande. Elle reflète un processus global par

lequel l'exploitation capitaliste est imputée à des procès de travail précapitalistes (où la main-d'oeuvre et la propriété sont foncièrement imbriquées comme dans le cas des exploitations des petites et moyennes familles paysannes) ou semi-capitalistes (où l'unité organique est partiellement rompue comme dans le cas de l'exploitation d'une famille paysanne aisée qui emploie de la main-d'oeuvre). Ici, le surtravail extorqué aux petits producteurs de produits de base est immédiatement transformé en plus-value commerciale, ultérieurement répartie entre les différentes fractions du capital.

L'exemple de Kitende est une variante de ce thème de base. Dans ce cas, le surtravail est approprié sous deux formes, sous forme de plus-value commerciale et comme loyer payé au propriétaire terrien. Ces deux formes d'appropriation revêtent un caractère essentiellement improductif.

En termes politiques, le capital commercial a en même temps un caractère privé et étatique. A Amwoma, région produisant des vivres pour le marché intérieur, les capitalistes marchands sont des fonctionnaires en vue, qui se servent de leurs relations politiques pour démarrer des activités commerciales indépendantes en dehors de la fonction publique. A Kitende, région produisant une culture d'exportation, le principal négociant est l'Etat lui-même, représenté par un office parapublic de commercialisation. Deux, l'un étranger, l'autre étatique, sont la clé du développement exogène du capital commercial. Comme nous le verrons bientôt, même lorsque le point de départ du capital commercial est le commerce intérieur - c'est le cas du commerce des vivres à Amwoma - une nouvelle expansion l'amène à se tourner vers le commerce d'import-export, qui offre les possibilités d'investissement les plus attrayantes. Les activités des hommes d'affaires les plus éminents revêtent donc nécessairement un caractère comprador à l'instar du pouvoir étatique qui monopolise le commerce des produits agricoles d'exportation à Kitende.

En termes économiques, donc, la couche "externe" de la bourgeoisie est une bourgeoisie marchande. En termes politiques c'est une bourgeoisie comprador/bureaucrate. Contrairement à la bourgeoisie agraire des zones rurales, elle n'est pas fondée sur la production en tant que telle, mais sur une relation dans le gouvernement. Un agent de l'Etat travaillant pour son propre compte ou l'Etat lui-même en tant que pouvoir organisé, peut se servir du pouvoir politique pour réaliser des profits économiques. Le cas d'Amwoma est la meilleure illustration du premier cas : dans ce village les paysans ne produisent que des cultures vivrières pour le marché intérieur ; Kitende est quant à

lui une claire illustration du second cas ; en effet, le café y est à la fois une culture de rapport et un produit d'exportation.

A Amwoma, trois familles dont les membres ne participent plus au procès de travail et dont le revenu est plus ou moins exclusivement le résultat de l'exploitation, peuvent être qualifiées de capitalistes. L'une d'entre elles a connu la prospérité du fait de la différenciation endogène, les deux autres, les plus grandes, sont un exemple de développement exogène du capital comprador commercial. Les chefs de ces deux familles occupent des postes importants dans la fonction publique et vivent en ville. Dans les deux cas, c'est une de leurs femmes qui gère leurs activités rurales.

Nous pouvons identifier quatre étapes au moins dans la progression tentaculaire des capitaux individuels à la campagne. La première passe par la mainmise sur de vastes étendues de terre. S'il est vrai que l'Accord de 1900 au Bouganda constitue dans ce cas, le précédent historique, il n'en demeure pas moins qu'à l'époque contemporaine cette tendance a été renforcée par le Décret de 1975 sur la réforme foncière. Foulant aux pieds toutes formes d'occupation coutumière des terres, ce décret a introduit les baux emphytéotiques (99 ans) de type capitaliste au nom du développement.

En fait, les réformes capitalistes s'imbriquent cependant dans les traditions précapitalistes, mais d'une manière qui illustre bien comment le Capital peut modeler et plier la "tradition" pour ménager ses propres intérêts. A Amwoma, la vente de terrains est un phénomène récent ; d'une manière générale, la tradition paysanne veut que l'occupation des terres soit supervisée par le clan. Etant donné que les étrangers au clan n'ont pas accès aux terres du village, et qu'il ne sauraient se les approprier même en les achetant, tout fonctionnaire avide de se procurer des terres est obligé d'en chercher dans sa région et pas ailleurs. Cependant, un capitaliste, usant de cette pratique peut "réclamer" la terre gratuitement plutôt que d'avoir à l'acheter. Il peut simplement se rendre dans le village de ses ancêtres et réclamer des étendues de terres inexploitées - d'une superficie de 20 à 200 ha - arguant que ses ancêtres les avaient cultivées et les avaient abandonnées pour aller s'installer ailleurs, et que de ce fait, ces terres lui reviennent en héritage, comme s'il était leur seul descendant ! Or pour qu'une telle revendication soit entendue, elle n'a pas besoin d'être historiquement fondée ; il suffit que la personne jouisse d'un traitement de faveur auprès des chefs locaux et autres fonctionnaires, comme ceux du Comité foncier municipal.

Une fois implantée dans le village, le Capital peut désormais tourner à son avantage tout événement nouveau. Ceci est particulièrement vrai des crises qui ébranlent simultanément l'autonomie des formes d'activités précapitalistes et facilitent l'expansion rapide des formes de capitalisme les plus efficaces. Si l'on prend l'exemple de la terre et du bétail, que les paysans ne considèrent pas en temps normal comme des marchandises, ils le deviennent par la force des choses en temps de crise. Analysez par exemple la réponse du plus gros capitaliste du village lorsqu'on lui demande d'identifier la période la plus faste pour sa famille dans le processus d'accumulation : "La famine de 1980 nous a été d'un grand secours vous dira-t-il, car les gens affamés, nous vendaient leurs affaires à bon marché. Nous pouvions acheter 4000 m² de terre à 250 - 300 shs et un boeuf à 2000 sh. C'est alors que nous avons réellement commencé à acheter". En d'autres termes, la crise fait sortir les biens sociaux du domaine précapitaliste pour les faire pénétrer sur les marchés capitalistes des produits de base. Le mal est tellement profond que, pour une région à vocation pastorale, 82% des familles paysannes d'Amwoma ne possèdent même pas une vache aujourd'hui!

Or, en cherchant à acquérir une vaste étendue de terre, le capital ne vise pas à maîtriser et à transformer le processus de production de cette terre, bien au contraire. La terre ainsi appropriée, est arpentée et munie d'un titre foncier, qui peut être présenté à la banque en vue de l'obtention d'un crédit. L'objectif est l'acquisition d'un moyen de transport, généralement un camion. C'est la deuxième étape de la pénétration des capitaux individuels dans l'agriculture.

La troisième étape est franchie avec le lancement d'une activité commerciale, la plus lucrative étant le commerce de produits de première nécessité, tel le mil à Amwoma. Nous verrons ultérieurement les profits que l'on peut réaliser avec un tel investissement. Très souvent cependant, l'on n'a pas besoin de posséder un moyen de transport pour commencer à faire du commerce. En fait, un capitaliste prospère utilise pour son compte des véhicules appartenant à des organismes tels que: coopératives, ministères, organismes para-étatiques, église, prison, armée etc, avant d'acheter son propre véhicule.

Jusqu'à ce stade, les activités du Capital se limitaient au marché intérieur, l'on achetait à la campagne pour vendre en ville. Son objectif ultime est cependant de pénétrer le marché le plus lucratif, celui de l'import-export. Pour cela aussi, l'appui de l'Etat est essentiel, car une telle démarche ne peut être entreprise sans que l'on obtienne un crédit important en devises auprès d'une banque pour pouvoir se lancer soit dans le commerce d'importation (généralement de biens de

consommation courante tels les vêtements de seconde main ou du savon, articles très demandés en milieu rural), soit dans le commerce d'exportation (de céréales tels le simsim ou le maïs).

C'est cette dernière étape qui confère un caractère comprador à la fraction la plus florissante du Capital privé. Chaque étape du développement du Capital nous fait découvrir un nouveau maillon de la chaîne qui assujettit le producteur indépendant dans le système néo-colonial. De même que les fonctionnaires les plus en vue sont en même temps des capitalistes compradores, de même l'Etat, en tant que pouvoir organisé est un pouvoir comprador organisé.

L'exemple de Kitende en est une parfaite illustration, avec la commercialisation du café qui est un monopole détenu par l'Office de commercialisation du café, géré par l'Etat. Trois intermédiaires interviennent entre le paysan producteur de café et l'Office de commercialisation du café (C.M.B). Le commerçant à bicyclette, généralement un paysan aisé, va d'exploitation en exploitation pour acheter de petites quantités de café, qu'il va vendre à un magasin appartenant à un particulier ou à une coopérative. Le magasin, à son tour, vend le café à une personne qui le traite, généralement une coopérative qui se charge de transmettre le café nettoyé à la C.M.B en vue de l'exportation. Au début de chaque campagne caféière, c'est le gouvernement qui annonce les prix officiels pour chacune des opérations de la chaîne. L'intervention du commerçant à bicyclette entre le magasin et le paysan est le seul changement apporté à la pratique. Les profits réalisés par le commerçant à bicyclette constituent donc une ponction sur le prix du café à la production officiellement fixé par le gouvernement. Le tableau V indique la répartition réelle des recettes du café entre les divers intermédiaires pour la campagne 1982-83.

TABLEAU V: Répartition des recettes du café (Robusta) compte tenu des prix officiels au Kg de café nettoyé. Campagne 1982-83

	En shillings ougandais	% du prix à l'exportation
Au producteur	115,20	19,0
] 134,40 <1>] 22,2
Au commerçant à velo	19,20	3,2
Au magasin	19,20	3,2
A la personne qui le traite	39,50	6,5
A l'exportateur (C.M.B. + taxe d'exportation) <2>	414,46	68,1
Prix à l'exportation Total	609,86	100,0

1. Tel était le prix officiel à la production pour 1 kg de café nettoyé, d'où est déduite la marge bénéficiaire du commerçant à vélo. 1 kg de café nettoyé équivaut à 1,92kg de cerises de café. Le prix officiel à la production pour 1kg de cerises de café était de 70 shillings dont il fallait retrancher la marge du commerçant à bicyclette, soit 10 shillings.

2. Le coût du transport de Kampala à Mombasa additionné d'autres coûts (frais d'entreposage, dédouanement au Kenya etc.) était estimé à 18 shillings par kilo, soit 2,9% du prix à l'exportation, pour de petites expéditions confiées à G. Freightmasters de Kampala. Le coût réel supporté par le C.M.B devrait être inférieur à ce chiffre étant donné que le café est transporté en vrac.

Des deux types d'accumulation capitaliste étudiés dans le présent document, à savoir l'accumulation endogène et exogène - le type du capital comprador/bureaucrate, exogène, est le plus efficace et le plus agissant. C'est le type qui repose le plus sur la contrainte extra-économique exercée en milieu rural. Quoiqu'il n'est pas étonnant que la paysannerie, et en particulier les paysans moyens et démunis, lui soient spécialement hostiles. Pour eux, le Capital

comprador/bureaucrate constitue l'usurpation la plus patente du patrimoine communautaire, perpétrée de l'extérieur ; répandant une tactique politique de la terre brûlée assortie de pratiques d'accumulation telle que la vente forcée de terres, de récoltes et de bétail, pratiques absolument sans précédent qui sont une violation flagrante de l'intérêt de la communauté. Le Capital comprador/bureaucrate est en nette opposition avec les paysans riches et la bourgeoisie rurale, qui usent de procédés différents pour accumuler le capital ; ayant recours aux pratiques communales traditionnelles, ils les tournent à leur avantage, mais ce, sur une plus longue période, de telle manière que leur propriété apparaîtra davantage aux paysans comme le résultat de leur travail acharné, et non comme une appropriation étrangère.

V. Différenciation de la Paysannerie dans deux Villages

Nous entendons par différenciation sociale, un processus progressif qui stratifie la paysannerie en groupes dont les conditions d'existence se définissent par des rapports de production et des conditions matérielles qualitativement différents.

Notre analyse aura pour point de départ la famille paysanne moyenne. Historiquement l'âme de la paysannerie, elle cristallise un trait commun à toutes les couches de la paysannerie : l'unité organique de la main-d'oeuvre et de la propriété. Dans ce cas, nous avons une famille de petits propriétaires travaillant sur la terre de la famille avec des instruments appartenant à la famille. Sans d'autres relations économiques régulières que celles avec le marché, la famille paysanne moyenne est indépendante du point de vue de la main-d'oeuvre (3). A mesure que l'unité organique entre la main-d'oeuvre et la propriété familiale commence à se rompre, soit du fait de l'adversité ou de la prospérité, l'on assiste au début de la différenciation de la paysannerie moyenne.

La différenciation de la paysannerie moyenne favorise la création d'une paysannerie nantie d'une part et d'une paysannerie démunie, de l'autre ; la première par l'enrichissement et la dernière par la paupérisation. La famille paysanne aisée réalise régulièrement de la plus-value. Elle peut combiner régulièrement les recettes réalisées par la main-d'oeuvre familiale employée sur la terre familiale à celles provenant de la petite exploitation qui consiste par exemple, dans le louage de terres ou le recrutement de la main-d'oeuvre salariée.

Alors qu'une plus-value régulière permet au riche paysan d'accroître ses revenus grâce à une exploitation continue, un déficit constant

oblige le paysan démuni à entamer avec d'autres classes ou couches sociales rurales, des relations qui le dépouilleront dans le meilleur des cas d'une partie de son travail supplémentaire, tout en menaçant son autonomie dans le cadre du procès de travail.

Toutes ces trois couches - les riches, les moyens et les pauvres - font partie de la paysannerie car elles ont en commun une caractéristique. Toutes trois sont engagées dans le procès de travail de la terre, en tant que propriétaires de petites exploitations et d'instruments de travail avec lesquels ils cultivent la terre en faisant appel à la main-d'oeuvre familiale. D'autres classes, vivant en milieu rural - et que l'on ne saurait considérer comme faisant partie de la paysannerie - bien qu'elles tirent elles aussi leurs revenus de la terre, n'ont pas ce trait de caractère qui combine une participation au procès de travail avec la possession d'une propriété productive.

A un bout de l'échelle sociale, apparentés au paysan nanti, nous avons l'exploitant capitaliste et le propriétaire terrien. Ni petits propriétaires, ni participants directs au procès de travail, ils doivent leurs grandes propriétés au travail de quelqu'un d'autre qu'ils exploitent soit directement par l'emploi d'une main-d'oeuvre salariée (exploitant capitaliste) soit indirectement par le louage de terres (propriétaire terrien).

A l'autre bout, se rapprochant du paysan démuni, nous avons le manoeuvre agricole. Dans ce cas également, l'on observe une rupture de l'unité organique entre la main-d'oeuvre et la propriété. N'étant pas propriétaire d'une exploitation productive qui pourrait rendre efficace sa force de travail, le manoeuvre agricole doit chercher du travail auprès d'un membre de la classe des propriétaires, pour s'assurer ses moyens de consommation.

Si le mode de classification utilisé ci-dessus aide à expliciter les termes employés, il n'éclaire pas l'aspect dynamique du développement : quel est le point sensible de ce processus de différenciation ? Un rappel historique de la question aidera à clarifier davantage les choses. L'on constate en lisant Engles (1970) et Lénine (1967) que tous les deux ont mis l'accent sur le développement du travail salarié en milieu rural, qui a favorisé l'accumulation du capital par une couche, la paysannerie, (les riches) tout en entraînant la prolétarianisation de la couche des paysans démunis. Tous les deux ont écrit dans un contexte où le féodalisme s'était considérablement désintégré et où les rapports de production étaient en plein développement. Tous les deux comprenaient que leur contexte historique assurerait la transition de la

production de produits de base à petite échelle à la production agricole capitaliste ; d'où leur insistance sur le développement du travail salarié considéré comme un clair indicateur de la différenciation de la paysannerie.

Mao-tse-tung (1965) quant à lui, a écrit dans un autre contexte, celui d'une importante semi-colonie sous domination. La tendance principale qu'il a observée en milieu rural n'était pas celle d'une transition vers l'agriculture capitaliste, mais celle d'une relative stabilisation des relations entre le propriétaire terrien et le métayer ("semi-féodalisme"). Cette analyse mettait en lumière aussi bien le travail salarié que les relations de location considérées comme la voie empruntée par une couche de la paysannerie pour s'enrichir aux dépens d'une autre. Dans la campagne chinoise du temps de Mao, un riche paysan pouvait se passer d'employer de la main-d'oeuvre salariée, tout en louant une partie de sa terre, ce qui constituait une forme d'exploitation ; de même, un paysan démuné, pouvait, sans jamais entrer sur le marché du travail, être régulièrement exploité, obligé qu'il était de devenir locataire. En fait, dans le contexte chinois en particulier et asiatique en général, la question agraire se confondit avec la question foncière.

Maintenant il convient aussi d'analyser concrètement notre contexte. Il nous faut reconnaître que le processus de différenciation emprunte des voies multiples, qui sont toutes historiquement et socialement spécifiques. Ceci revient à prendre conscience du fait que l'ensemble des relations inégales qui différencient les familles paysannes les unes des autres peuvent se développer autour de l'un ou l'autre élément du procès de travail : la terre, le travail ou outils du travail. Ces relations peuvent être axées, en dehors du travail salarié et des rapports de louage, sur la location des principaux objets de travail. En d'autres termes, des familles propriétaires de terres de superficies sensiblement égales peuvent néanmoins appartenir à différentes couches sociales compte tenu de l'inégalité d'accès aux objets de travail, comme nous l'avons vu dans le cas d'Amwoma.

Nous allons essayer de préciser davantage notre pensée. En analysant les résultats des enquêtes expérimentales que nous avons menées à Amwoma et Kitende (4), nous avons procédé comme suit. Nous avons classé parmi la paysannerie moyenne les familles paysannes qui se reproduisent en employant la main-d'oeuvre familiale dans l'exploitation de la propriété familiale, sans s'engager dans des relations économiques régulières avec d'autres couches de la paysannerie. Parmi ces familles, celles qui arrivent à réaliser de temps en temps une plus-value

leur permettant d'entamer d'une manière irrégulière des rapports d'exploitation, soit en louant la terre ou les objets de travail, soit en employant de la main-d'oeuvre salariée - sont classées parmi la haute bourgeoisie paysanne. De même, les familles qui du fait de déficits occasionnels sont obligées d'entretenir, même irrégulièrement, des rapports de production à leur désavantage, ont été classées parmi la petite bourgeoisie paysanne.

Sur la base de ce critère, les familles paysannes riches se caractérisent par des excédents réguliers et par une capacité constante de combiner l'emploi de la main-d'oeuvre familiale sur la terre familiale, avec la petite exploitation. En revanche, des familles obligées du fait de déficits constants d'augmenter les revenus de l'exploitation familiale en louant des instruments de travail ou de la terre, ou en prenant des emplois salariés à mi-temps ont été classées parmi la paysannerie pauvre. Les conclusions de notre analyse figurent au tableau VI.

TABLEAU VI: Classes et couches sociales dans les villages d'Amwona et Kitende (en %)

	Amwona	Kitende
Propriétaires terriens	-	1,1
Capitalistes	0,4	-
Paysans aisés	2,7	9,8
Paysans moyens	12,0	37,0
Paysans démunis	83,1	26,1
Manoeuvres agricoles	1,7	26,1
Total	99,9	100,1

Il convient tout d'abord de faire une mise en garde avant que nous ne développons davantage notre analyse. Nous ne prétendons pas que les différentes classes et couches sociales de ces deux villages se perçoivent effectivement selon la division que nous avons établie ci-dessus. Nous essayons simplement de toucher du doigt le processus véritable d'exploitation qui prévaut dans ces villages et de montrer à travers une analyse de leurs conditions réelles d'existence, comment il différencie la paysannerie (et les autres classes).

Ceci ne revient pas à minimiser la question de la conscience

paysanne. Cette question sert assurément à comprendre la nature de l'action politique paysanne. Nous y reviendrons dans l'avant-dernière partie de notre document. Pour l'instant, nous pouvons développer l'analyse de la situation réelle des populations des deux villages, en mettant cette fois en relief les différences qui existent entre les deux cas. Trois remarques s'imposent ici.

Tout d'abord, le village de Kitende, à l'opposé d'Amwoma, se caractérise par des relations de propriétaires terriens à locataires. Kitende et quatre villages environnants ont un seul propriétaire terrien qui vit à Kitende. Cette personne tire essentiellement ses revenus de diverses formes de location : il loue la terre (19 familles), des coins de forêt pour la fabrication du charbon de bois (4 familles) et des marécages pour l'extraction de l'argile (4 familles), mais il loue également une propriété semi-urbaine dans un centre commercial voisin. Le commerce et la production à proprement parler, dans cet ordre, constituent ses sources secondaires de revenus.

Toutefois, la prédominance des relations de propriétaire terrien à locataire ne peut à elle seule expliquer le fait qu'il n'y ait pas de capitalistes à Kitende. Il est en outre intéressant de souligner le fait que le plus gros capitaliste de Kitende est l'Etat lui-même, en tant que pouvoir organisé, représenté par son office de commercialisation du café qui joue un rôle d'intermédiaire, alors qu'à Amwoma le commerce des céréales est contrôlé par des capitalistes privés, faisant des affaires à titre individuel et directement implantés dans le village.

Deuxièmement, la paysannerie moyenne est beaucoup plus développée à Kitende (37%) qu'à Amwoma. En effet, le petit commerce est de loin plus prospère à Kitende, qui est plus proche des grands marchés urbains, qu'à Amwoma. Le tableau suivant montre que le producteur indépendant perçoit une part beaucoup plus importante du prix de vente lorsque le commerce est compétitif (petit commerce) qu'en situation de monopole.

TABLEAU VII: Type de commerce et part du producteur indépendant dans le prix de vente final

Type de commerce	Produit	Part du prix de vente final revenant au producteur indépendant
------------------	---------	--

Africa Development

Petit commerce	Manioc (Kitonde)	66,6 %
	Charbon (Kitonde)	50,00 %
Monopoliste	Café (Kitonde)	18,96 %
	Mil (Amwona)	25,00 %

La proximité de Kitende des marchés urbains explique la facilité avec laquelle les paysans moyens s'engagent dans les affaires. Cela signifie que les paysans peuvent transporter leurs marchandises au marché à bicyclette et les vendre toutes en un jour. Plus le marché est loin, plus cher est le mode de transport, plus grande est l'échelle du commerce et plus il faut du temps pour écouler la marchandise - tous ces éléments permettent aux personnes nanties des ressources financières et des appuis politiques nécessaires de monopoliser le marché.

C'est pour cela que le petit négoce est plus développé à Kitende où, quatorze (82%) des dix-sept familles qui l'exercent appartiennent à la paysannerie moyenne. Le petit négoce offre aux paysans moyens deux avantages. Outre la source de revenus supplémentaires qu'il représente pour ceux qui l'exerce (14 familles sur 34), il apporte aussi au planteur des recettes plus importantes que ne le ferait un commerce de monopole.

La troisième grande différence entre les deux villages réside au bas de l'échelle sociale. Amwoma compte une imposante classe de paysans démunis (83,1%) et d'une classe insignifiante de manoeuvres agricoles (1,75%), tandis qu'à Kitende la paysannerie démunie s'équilibre entre ces deux couches (26,1%) chacune). En d'autres termes, la main-d'oeuvre salariée est plus prolétarisée à Kitende, alors qu'elle est d'une manière générale semi-prolétarienne à Amwoma. Ce phénomène est une fois de plus la conséquence directe d'un monopole de l'occupation des terres à Kitende, où la pénurie des terres est aiguë et la question foncière réelle, à l'inverse d'Amwoma où aucun des deux problèmes ne se pose avec acuité.

Les différences que nous avons soulignées ci-dessus traduisent une variété de conditions locales qui influent sur le processus de différenciation endogène. Toutefois, Kitende et Amwoma présentent également des similitudes, résultant d'un contexte général commun, de conditions communes qui encouragent le second type - exogène - d'accumulation capitaliste, qui est en fait prépondérant. Cette similitude se manifeste très clairement sur le terrain par un fait simple mais général, l'appauvrissement de l'ensemble de la paysannerie travailleuse et des manoeuvres agricoles.

Aux yeux d'un observateur, même novice, la situation sociale des couches rurales démunies - petite bourgeoisie, paysans pauvres et manoeuvres agricole - est des plus dramatiques. Ils vivent dans des cases en terre battue, recouvertes pour la plupart de toîts de chaume et pour une minorité de vieilles tôles demandant à être réparées ou remplacées. Ils dorment sur des nattes en papyrus ou sur des herbes ou à même le sol. Il est rare que ces paysans aient un second jeu de vêtements de rechange ou de quoi se couvrir la nuit. Très souvent, lorsque pendant l'hivernage les températures sont lus basses que la moyenne, le couple utilise en guise de drap pour ce couvrir la nuit, le même pagne que l'épouse ceint autour des reins dans la journée. Ce sont des personnes qui s'adonnent souvent à l'alcool bon marché mais fort qui leur sert aussi de somnifère. La nécessité implacable forme des habitudes qui leur assurent le confort d'une béquille à court terme mais créent une dépendance qui mine l'individu à long terme.

Le régime alimentaire de ces couches rurales démunies se compose généralement de manioc légèrement salé. Des haricots peuvent compléter ce régime pendant les périodes fastes, et en périodes de vaches maigres l'on accompagne le manioc de légumes au goût légèrement amer, qui poussent généralement à l'état sauvage dans les environs du village. La viande ou le poulet est un met recherché. Pour reprendre les termes d'un observateur habitué depuis longtemps à la campagne (5) ougandaise : "Le paysan ne mange du poulet que lorsque lui-même ou son poulet est malade".

VI. Crise de Reproduction

Une situation aussi débilatante traduit un fait économique capital, à savoir que le surtravail approprié par la bourgeoisie comprador/bureaucrate et par les propriétaires fonciers est rarement réinvesti dans l'économie du village. Le caractère improductif de la classe dominante exploiteuse explique qu'aucun progrès notoire ne soit observé en matière de technologie agricole. Mais alors, pour que la main-d'oeuvre bon marché continue de se reproduire ne faut-il pas que deux conditions soient réunies? D'une part que les producteurs paysans continuent de supporter une grande partie (nourriture) de leurs coûts de reproduction, et que le travail vivant reste l'élément le plus important du processus de production.

En d'autres termes, la production paysanne tend à se reproduire sur une base simple. Pour une famille paysanne prise individuellement, des trois éléments composant le procès de travail - terre, travail et outils

de travail - les moyens de travail représentent l'aspect le moins dynamique. L'on observe en effet que de plus en plus de familles paysannes d'Amwoma et Kitende manquent de moyens de travail.

Bien que la charrue tirée par des boeufs fût introduite à Amwoma dans les années 1920, ce sont exclusivement les capitalistes, les paysans riches et la haute bourgeoisie, représentant 5,8% de la population rurale qui en possèdent. La grande majorité de la paysannerie travaillent leurs terres à la houe à main. Dans ce cas aussi, comme nous l'avons vu, ce moyen de travail manque aux familles rurales démunies : une famille moyenne ayant une force de travail de 2,59 ne dispose que de 1,74 houes en moyenne (voir Tableau I).

Même les propriétaires ruraux n'utilisent la charrue tirée par des boeufs que pour retourner la terre. Toutes les autres opérations agricoles, comme le binage et le moissonnage font appel à une technologie qui était déjà utilisée au tournant du siècle, la traditionnelle houe à main pour désherber le mil et/ou l'antique sarcloir servant à moissonner le mil ou le simsim.

A Kitende, trois familles, dont une de propriétaires et deux de paysans riches, ont loué un tracteur pour déblayer leurs terres en 1983 alors que 95,6% des familles utilisaient la houe pour tous les travaux de la terre. Cependant, même la houe utilisée est rarement performante. Le tableau ci-dessous indique le temps qu'il faut à chacune des couches de la paysannerie pour acheter une nouvelle houe.

TABLEAU VIII:

Couche de la paysannerie	Temps nécessaire pour acheter une nouvelle houe
Paysan aise	0,45 an
Haute et moyenne bourgeoisie paysanne	1,85 ans
Petite bourgeoisie paysanne	3,45 ans
Paysan démuné	7,14 ans

D'après les calculs des paysans, et vu les conditions qui prévalent à Kitende, il faut changer une houe au bout de 18 à 24 mois pour qu'elle donne de bons résultats. Ceci revient à dire que même lorsque

les couches rurales de Kitende - 57% de la population du village - ont une houe pour travailler, celle-ci est trop vieille et trop usée pour faire du bon travail.

Dans ces conditions, les familles rurales pauvres, essayant d'améliorer leur niveau de vie ou simplement de préserver leur niveau de vie actuel, trouvent dynamiques certains éléments du procès de travail, - notamment la terre et le travail, - qu'ils essaient d'ailleurs de modeler à leur convenance. Or, les tentatives faites pour maximiser la terre ou le travail à des fins de production, tentatives considérées comme autant de solutions immédiates à la crise traversée depuis peu par une famille prise individuellement, ont un effet boomerang et deviennent des éléments d'une crise sociale globale de reproduction. Telle est la gènèse de la crise écologique et de la crise de la surpopulation relative qui se font jour dans des néo- colonies telle que l'Ouganda.

Crise écologique : la crise écologique est très grave dans les cas où la propriété terrienne constitue une entrave directe au développement extensif de l'agriculture - c'est le cas à Kitende - et où la question foncière est problème réel. Alors que la population paysanne en pleine croissance est ensermée à l'intérieur de terres dont les frontières ne reculent presque pas, l'on s'efforce d'intensifier la production, mais sans développer parallèlement la technologie agricole. Les périodes de jachère raccourcissent. et la même terre est fouillée sans arrêt jusqu'à épuisement, produisant par conséquent de moins en moins à mesure qu'elle est retournée.

A mesure que la pratique d'enclaver les terres se développe - comme c'est le cas à Amwoma - les ressources qui appartenaient antérieurement à la communauté deviennent la propriété de certains individus. Des zones marécageuses sont asséchées et transformées en propriétés privées, comme ce fut le cas dans l'Ouest de l'Ouganda durant la dernière décennie. Des points d'eau (ruisseaux, mares), des sources d'énergie (buissons) et des pâturages sont appropriés par des particuliers. Avec la population qui s'accroît alors que les ressources s'amenuisent, les familles paysannes doivent chercher de nouvelles sources d'énergie et de nouveaux pâturages, ce qui entraîne inévitablement comme corrolaire le déboisement. De nouveaux auteurs ont souligné ce processus en Afrique de l'Ouest (Watts, 1983) et en Amérique Latine (de Janvry).

La crise écologique est cependant ressentie très intensément dans les régions essentiellement pastorales, car c'est là que la question foncière s'est posée avec le maximum d'acuité pendant la période coloniale. En

Ouganda, la crise est le plus durement ressentie à Karamoja. Comme nous l'avons souligné par ailleurs (Mamdani, 1982), les populations de Karamoja perdirent environ 20% de leurs terres à pâturage qui leur furent usurpées par les autorités coloniales et néo-coloniales sur une période de quarante ans, des années 1920 aux années 1960. L'on ne peut voir dans l'étendue du déboisement qui fut occasionné par ces événements qu'une recherche de nouveaux pâturages face à la croissance démographique et à l'agrandissement du cheptel.

Surpopulation relative: Le seul avantage que les exploitations paysannes aient sur des formes de production plus avancées est qu'elles n'ont pas de problème de main-d'oeuvre. Ceci est dû au fait que les ménages paysans sont en même temps des unités de production de valeurs matérielles et de reproduction de main-d'oeuvre - dans un contexte où le travail vivant reste l'élément essentiel du procès de travail.

La tendance qu'ont les couches rurales démunies à fonder de grandes familles leur est imposée par leur contexte socio-économique, qui comporte deux aspects. Premièrement, la nature du procès de travail prévoit l'emploi productif de la main-d'oeuvre enfantine. Les activités agricoles se divisent en travaux de force et tâches légères. Les premiers comprennent toutes les tâches qui font appel à la force musculaire adulte, comme l'abattage des arbres, l'essartage et le labour de la terre, réputées être des tâches "masculines". Le reste des activités - le gros en fait - sont harassantes, répétitives et prennent beaucoup de temps. Il s'agit de travaux tels le sarclage et la moisson, des tâches auxiliaires telles garder les animaux, aller puiser de l'eau et du bois et des travaux domestiques comme le séchage et le battage des céréales. Les enfants aussi bien que les adultes peuvent se charger de ces travaux. Ces travaux légers, à ne pas confondre avec le travail facile sont généralement réservés aux femmes. Etant donné que ce sont les tâches dont les enfants peuvent s'acquitter le plus aisément, les femmes des familles rurales ne sont pas insensibles à l'attrait des familles nombreuses qui sont considérées comme de grandes réserves de main-d'oeuvre.

Deuxièmement, la discipline qui regne au sein de la famille permet de surveiller davantage le travail des enfants que dans les autres classes sociales. Etant donné que la famille paysanne est aussi une réserve de main-d'oeuvre, la discipline en matière de travail est un reflet de la discipline interne à la famille. L'autorisation parentale est suprême. La vie d'un individu évolue au rythme des pressions qui sont exercées sur lui par la famille considérée comme une unité de travail. Dès que les enfants atteignent un âge où ils peuvent s'acquitter de petites tâches

simples, c'est-à-dire cinq ou six ans, ils commencent à travailler. Contrairement à ce qui se passe dans les familles de propriétaires, les enfants de la paysannerie laborieuse passent directement de l'enfance à l'âge adulte sans vivre leur adolescence. Cette généralisation est valable pour toute la paysannerie laborieuse, malgré les autres différences majeures qui peuvent distinguer les couches la composant.

A l'instar de l'effet boomerang provoqué par la recherche de terres supplémentaires - terres de cultures, de pacage ou sources d'énergie - la tentative de tirer le maximum de la main-d'oeuvre familiale produit aussi l'effet contraire à celui recherché. Ceci tient au fait qu'il y a parfois un décalage entre la logique de l'individu et celle de la société. Ce qui peut paraître une solution à court terme pour une famille prise individuellement peut s'avérer une crise sociale à long terme, car la contradiction entre une population en pleine croissance et des rapports de production anachroniques peut se traduire par une crise de surpopulation relative - relative aux ressources que l'on peut produire dans les limites des relations sociales existantes.

Intensification de la contrainte extra-économique : Alors que les deux types de crises décrites ci-dessus sont endogènes, provoquées qu'elles sont par les familles paysannes elles-mêmes qui recherchent des solutions à court terme à un problème structurel, le troisième type est dû à des causes externes, du fait de l'Etat et des classes dominantes qui recherchent leur propre solution au même problème.

La crise que connaît le pouvoir en place a une double origine. D'une part, la crise de la sous-production, endogène, qui absorbe le surtravail extorqué au paysan ; et d'autre part, exogène, entraînée par des pressions impérialistes, la crise de la surproduction et de la spéculation financière de l'économie capitaliste mondiale, qui se manifeste sous forme d'inflation, de détérioration des termes de l'échange et par un déséquilibre de plus en plus accentué de la balance des paiements.

La solution trouvée par les pouvoirs publics est d'extorquer davantage de surtravail aux producteurs paysans. Pour ce faire, ils usent de multiples formes de pressions : directes et indirectes. Les pressions directes sont multifformes. L'on exhorte les paysans à accroître la production agricole d'exportation. Selon que le dictateur au pouvoir est un civil ou un militaire, ces campagnes encourageant les paysans à "Produire Davantage de Coton" ou "Davantage de Café" sont organisées par les chefs locaux ou par des officiers de l'armée. Ces efforts visant à la production forcée de certains produits sont appuyés par l'usurpation

directe. L'on exige des paysans qu'ils collaborent à l'exécution de toute une série de projets communautaires, alors que leurs poches se vident dans leurs efforts de satisfaire à des demandes tout aussi pressantes qui leur sont adressées pour qu'ils apportent leurs "contributions" à la réalisation d'autres projets de "développement". De fréquents appels à "l'autosuffisance" sont lancés alors que se multiplient les campagnes de "collecte de fonds".

Tandis que les pressions directes exercées sur les paysans augmentent, un autre train de mesures indirectes réduit simultanément les revenus des paysans. Les prix réels des produits agricoles baissent, soit consécutivement à une réduction directe des prix fixés par le Gouvernement, soit du fait de manipulations inattendues des taux de change, dans le style du FMI. Parallèlement, l'on observe un net recul des services sociaux (médecine, éducation et transports) au fur et à mesure de leur privatisation, étant donné que leurs coûts sont directement supportés par les travailleurs.

Nous sommes convaincus, quelle que forme que revêtent ces exactions, qu'elles ne peuvent aucunement être commises sans que l'on recourt directement à la contrainte. Plus la crise de reproduction est grave, moins il est facile d'extorquer, à travers des relations de marché, des surplus aux familles paysannes qui produisent une grande partie des coûts de leur propre reproduction (vivres) ; et plus l'on a recours à des contraintes extra-économiques. De même, plus les formes de contraintes extra-économiques sont efficaces, plus la machine à produire les richesses, c'est-à-dire la paysannerie laborieuse est pressurée.

Il suffit d'analyser la crise qui n'a cessé de s'aggraver en Ouganda, depuis Amin jusqu'au second régime d'Obote, pour comprendre comment ces faits se produisent dans la réalité. Une série de "réformes" introduites par le régime d'Amin, ont en même temps facilité l'entrée du capital en milieu rural et son accès au dispositif de la coercition extra-économique. J'ai déjà souligné antérieurement que c'était là l'objet du Décret de 1975 portant réforme foncière. Les réformes administratives dont ce décret était assorti et qui, retraçant la carte administrative du pays plaçaient chaque province sous l'autorité d'un gouverneur militaire, devraient être vues comme un complément administratif de cette réforme légale. Plus la machine administrative est inefficace et décentralisée - dans le contexte d'une dictature - plus elle peut être utilisée arbitrairement pour servir les intérêts individuels.

D'autres faits nouveaux vinrent se greffer à cette situation, notamment la cessation des services sociaux en milieu rural au cours des

années 70, et le coup de grâce fut donné avec le programme 1981-1984 du FMI. De même, tous ces programmes appelés "services de vulgarisation", et qui ont pour objet de donner une formation technique aux paysans en matière de production, n'existent presque plus. Ceci encouragea un capitalisme pillard. Des capitalistes compradors/bureaucrates agissant pour leur compte personnel, se liguèrent à tour de rôle, pour s'enrichir aux dépens du peuple mais aussi au mépris de l'intérêt général de leur propre classe!

La crise fait apparaître, sous une forme plus aigüe que dans des conditions normales, les contradictions existant entre la logique de l'individu et celle de la classe, entre les intérêts particuliers et collectifs. Les efforts désordonnés de quelques représentants (ou factions) de la classe dirigeante, qui cherchent désespérément à trouver individuellement une solution à leur convenance, ne peuvent qu'aggraver cette tragique crise pour toutes les classes. Dans ce cas, l'exemple ougandais est peut-être extrême, mais il n'est pas unique.

VII. Perpétuation de la Crise

Pour parachever l'analyse des relations agraires qui prévalent dans le coin de campagne qui fait l'objet de la présente étude, il importe de compléter l'analyse des rapports de production en nous penchant sur l'organisation du pouvoir politique. Deux questions d'ordre politique se trouvent au centre de l'analyse des relations de classes en milieu rural. Premièrement, même lorsqu'elle atteint son degré de passivité le plus bas, comment se manifeste la résistance des opprimés contre les oppresseurs? Deuxièmement, comment cet antagonisme est-il canalisé dans les relations existantes et est-il converti en une force utilisée pour la reproduction de ces mêmes relations, et non pour leur transformation?

L'ordre social a beau régner dans la paix et la stabilité, à aucun moment les couches rurales démunies n'acceptent tout à fait l'oppression et l'exploitation comme si c'était chose naturelle. A aucun moment leur antagonisme vis-à-vis de l'opresseur n'est totalement latent.

Pour être à même de comprendre l'action des paysans, il importe de saisir de quelle manière les paysans perçoivent les différentes forces en présence en milieu rural. Comment les paysans voient-ils leur propre situation sociale et comment perçoivent-ils les autres classes rurales? Pour ce qui concerne ces dernières - propriétaires et capitalistes au haut de l'échelle et les manoeuvres agricoles en bas - leurs conditions sociales sont si profondément distinctes de celles des paysans (les uns se

distinguent de ces derniers du fait qu'ils ne mettent plus la main à l'oeuvre, et les autres du fait qu'ils ne possèdent pas de propriété productive), que tous les villageois ont plus ou moins clairement conscience de leur existence en tant que groupes sociaux distincts.

L'on ne saurait en dire de même de la reconnaissance sociale des différentes couches de la paysannerie, soit par les paysans eux-mêmes, soit par des représentants d'autres classes. Ce qui arrive en fait dans ce cas c'est une double prise de conscience, au point que les paysans perçoivent une différenciation au sein de leur classe, différenciation entre deux groupes : d'une part les paysans démunis (pauvres et petite bourgeoisie, mais aussi le reste de la couche moyenne pendant les périodes de vaches maigres) et d'autre part les paysans aisés (comprenant les paysans riches, mais aussi ceux de la haute bourgeoisie pendant les périodes d'abondance). C'est cependant chez les paysans que l'on note une prise de conscience très développée, conscience d'appartenir à une même communauté. Ceci ne peut être compris simplement comme un développement linéaire des traditions historiques du temps passé à ce jour. Cette prise de conscience s'est développée et renforcée du fait de la résistance opposée au caractère dominant du processus d'accumulation capitaliste dans les villages concernées. Dans ce sens, la tradition recréée, naît de la confrontation. Ce n'est pas un anachronisme historique.

Que la résistance au Capital soit individuelle ou collective, la communauté est inévitablement le point de référence de l'action paysanne. Etant donné que les usages communautaires subordonnent l'intérêt individuel à l'intérêt collectif, ils protègent les producteurs paysans contre les tactiques politiques de la terre brûlée adoptées par le Capital, en particulier sous sa forme comprador/bureaucrate. Ceci est très clair dans le cas d'Amwoma, où les rapports de production sont moins développés et les relations de famille/communautaires plus fortes qu'à Kitende.

Au nom de la communauté et de la tradition, les paysans s'opposent à ce que les terrains soient clôturés (sauf dans les cas des enclos à bestiaux) et à ce que l'on produise des cultures pérennes ; la tradition ne veut-elle pas que le bétail paisse librement sur les terres du village pendant la saison sèche? Dans le même ordre d'idées, les paysans exigent que les terres du village ne puissent être achetées que par des membres de la communauté, et que les pâturages, marais et forêts restent des terres communales, c'est-à-dire, appartenant à la communauté et gérées par elle. Lorsque les paysans se réfèrent à leurs "traditions", les capitalistes dénoncent leur attitude comme étant des "idées rétrogrades"

qui retardent le développement et le progrès du village.

Kitende résonne des échos de cette même lutte. Là aussi, les paysans combattent les propriétaires terriens au nom de la tradition, à propos des loyers. La fixation des loyers ne devrait-elle pas être assujettie à des limites "traditionnelles", indépendamment des droits que la loi peut conférer au seigneur de la terre ? L'on entend bien sûr ici par tradition non pas un quelconque usage précolonial, mais des habitudes données par la loi Busulu et Nvujjo de 1928.

Cependant les loyers sont majorés et les terres clôturées. De plus, ces nouvelles mesures sont appliquées, respectées et protégées par l'Etat qui a mis en place une législation définissant désormais toute une série d'infractions qui n'existaient pas auparavant : amener ses bêtes paître sur des terres appartenant autrefois à la communauté ou y ramasser du bois de chauffage est aujourd'hui considéré comme une "violation de propriété" ou un "vol" ; chasser du gros gibier est un acte de "braconnage".

L'on assiste à un affrontement quotidien entre le Capital et la communauté paysanne. Les paysans, résistant au nom de la communauté doivent affronter l'Etat, qui est la communauté du Capital. Alors qu'ils dénoncent l'accumulation capitaliste comme étant une violation de la tradition, ces mêmes pratiques sont encouragées par ailleurs au nom de la loi. Dans cette partie de bras de fer, c'est une fois de plus la contrainte extra-économique qui l'emporte.

C'est ce genre d'expériences qui développe chez les paysans un sens moral totalement en contradiction avec les normes locales. En effet, dans ce contexte, ni la violation de propriété, ni le vol, ni la braconnage ne sont stigmatisés par la communauté paysanne. Au contraire, elle pardonne ces actes et les loue même, y voyant une défense de ses intérêts contre l'usurpation extérieure. La défense active des pratiques précapitalistes n'est pas dans ce contexte une manière anachronique de s'accrocher à des usages surannés. Elle ne s'explique que dans son contexte moderne comme une résistance active à l'accumulation capitaliste.

Cependant cette forme de résistance, si subtile soit-elle, est dans le meilleur des cas défensive. C'est un combat en retraite qui ne peut transformer l'ordre social, encore moins arrêter le processus d'accumulation capitaliste. Il joue un rôle secondaire dans la dialectique entre la résistance à l'ordre social et l'intégration dans cet ordre. La tendance première est l'intégration de la paysannerie dans l'ordre

existant.

Les questions qui mobilisent la paysannerie et favorisent son intégration ne lui sont pas artificiellement imposées ; elles traduisent les contradictions réellement ressenties au niveau du village. En fait, le point de départ de l'intégration de la paysannerie est le même que le point de référence de sa résistance - à savoir sa constitution en tant que communauté - mais avec toutefois une différence. La communauté ainsi constituée est organisée par le haut sous la houlette des couches rurales ayant accès à la propriété, que ce soit les bourgeois ou les riches paysans du village - tout à fait à l'opposé de la résistance paysanne qui a tendance à construire la communauté paysanne à la base. Cette organisation a maintenant pour objectif la fraction "externe" du Capital, et aboutit à deux conceptions contradictoires de la communauté : l'une née de la résistance paysanne à la base et l'autre un produit de l'organisation capitaliste par le haut.

Il convient de développer ce point. Historiquement, les deux fractions du Capital représentaient deux démarches différentes de l'accumulation capitaliste, l'accumulation exogène et endogène. Nous avons déjà souligné que du point de vue de la paysannerie, il y a une grande différence entre la richesse accumulée par le jeu de la concurrence commerciale et celle acquise grâce à des appuis politiques. Cette considération ne devrait toutefois pas masquer le fait que la distinction entre les deux fractions de Capital est relative. Il n'existe entre elles aucune barrière infranchissable. Soucieux d'étendre le champ de leurs activités, des membres de la bourgeoisie villageoise s'efforcent inévitablement d'emprunter la voie tracée par la fraction "extérieure" du Capital, à savoir : clôturer de vastes étendues de terre, en faire constater la propriété par des titres fonciers et obtenir sur présentation de ces actes juridiques d'importants crédits bancaires. Ils comprennent parfaitement que rien de tout ceci n'est possible sans appuis politiques. C'est en fait ce qui les pousse à s'engager activement dans la vie politique du village.

De même, la contradiction entre les deux fractions du Capital est elle - aussi relative. Elle ne se manifeste jamais violemment, même pas sous le forme d'incidents sopradiques, comme c'est le cas pour ce qui concerne l'opposition entre paysannerie laborieuse et Capital. Sa résolution même partielle exige avant tout des négociations. La bourgeoisie villageoise tire sa force de négociation du fait qu'elle peut faire de la paysannerie sa réserve, organisée sous la conduite d'institutions locales telles la section du parti et l'église. A Amwoma, le président de la section du parti est un représentant de la bourgeoisie

villageoise ; à Kitende, c'est un paysan aisé. Tous deux sont conscients du fait que leur position officielle et protocolaire sous d'autres rapports, peut se révéler un tremplin au moment des élections ou en temps de crise politique. Elle leur donne en effet la possibilité d'utiliser les suffrages et le soutien du village à des fins purement matérielles.

L'organisation de fractions concurrentes du Capital est un aspect du processus politique ; l'autre aspect étant en fait la désorganisation de la communauté paysanne par le biais de sa mobilisation régulière. Pour comprendre ce phénomène, ils nous faut nous pencher de près sur le processus de mobilisation exogène.

Pour commencer, c'est un processus très personnalisé. La personnalité d'un individu est plus importante que ses opinions. L'on s'alignera ainsi derrière un individu plutôt que de suivre son programme. Les couches rurales démunies emboîtent le pas aux "faiseurs d'opinions" locaux - un instituteur, un prêtre, un capitaliste en vue - comme des moutons derrière leur berger.

Ils lui apportent leur soutien dans l'espoir d'obtenir sa protection ou pour l'en remercier. Les élections sont ainsi l'occasion où s'échange un droit abstrait contre un avantage concret, par exemple, quelques kilos de sucre ou une couverture. Dans la pratique, la politique du patronage désintègre la communauté paysanne. Une nomination venue d'en haut remplace une élection à la base. Le petit peuple cherche des représentants de classes supérieures qui se disent de son côté, et met sa confiance en eux. Ils espèrent ainsi améliorer individuellement leur niveau de vie grâce à la charité de ces personnes en vue, sans chercher à mener collectivement un combat démocratique organisé à la base au sein de mouvements démocratiques.

Les pauvres sont réduits à néant, tout le monde cherchant à se procurer des avantages personnels au détriment des autres, et chacun s'efforçant de trouver une solution individuelle à un problème social. Ce type de politique organisée par la classe dirigeante ne favorise ni la cohésion ni le renforcement de la communauté, et ne lui permet pas de comprendre ce qu'est concrètement l'union des forces sociales, amies ou ennemies ; en revanche, elle lui fait adopter une attitude relativement passive et suiviste qui stimule sa désorganisation et sa désintégration.

Ceci est clair si nous portons notre attention sur la scène politique globale. En mettant uniquement en lumière la scène locale, nous avons fait ressortir la déchirure qui existe entre la bourgeoisie villageoise et

la bourgeoisie comprador/bureaucrate, première contradiction interne au Capital. Pourtant ceci n'est pas nécessairement vrai lorsque l'on considère le pays dans son ensemble. L'on devrait se rendre à l'évidence que la bourgeoisie villageoise, du simple fait de son existence fortement localisée, ne peut former une force cohésive au niveau national. Il en va de même de la bourgeoisie comprador/bureaucrate, malgré ses appuis politiques, qui font sa force cohésive. Ceci relève d'un fait essentiel. Compte tenu de l'historique du processus d'accumulation capitaliste, dès l'instant où ce processus gagne la campagne, chaque faction de la bourgeoisie comprador/bureaucrate se transforme inévitablement en prédateur qui se nourrit de "son propre groupe ethnique ("tribu)". Ce n'est qu'ainsi qu'elle peut espérer se défendre, contre les victimes paysannes et les concurrents bourgeois, en s'appuyant sur les traditions communautaires/précapitalistes. Ainsi, la bourgeoisie comprador/bureaucrate de chaque groupe ethnique a tendance à s'organiser comme une faction distincte, et ce n'est qu'alors qu'elle établit des relations de collaboration ou de contention avec d'autres factions similaires.

La constitution de ces organisations tribales passe par un processus de négociations entre la bourgeoisie comprador de ce groupe ethnique et une multitude d'organes politiques locaux dirigés par la bourgeoisie villageoise. L'existence d'organisations s'appuyant sur la tribu ne doit pas être comprise comme la négation d'une politique de classes. C'est en fait l'expression d'un autre type de politique de classes, un type bourgeois, dans un contexte historique particulier. En effet, chaque organisation tribale constitue en réalité un front uni de toutes les classes de cette tribu alignées derrière la bourgeoisie de cette tribu.

Il ne faudrait pas non plus voir dans ce phénomène une manœuvre habile, une stratégie consciente visant à diviser pour mieux régner, une conspiration de la classe dirigeante. C'est simplement le résultat objectif d'un processus à travers lequel des factions de la bourgeoisie, en lutte les unes contre les autres, essaient d'organiser le peuple, pour renforcer leurs positions respectives. Ceci traduit simplement la faiblesse de la paysannerie et le sens de l'initiative dont fait preuve la bourgeoisie dans le contexte social où elle évolue.

VIII. Conclusion

Nous avons décrit au début de notre analyse la nature dualiste de l'exploitation des paysans, fondement du processus double de l'accumulation capitaliste en milieu rural, endogène et exogène, dont l'un s'est développé d'une manière relativement spontanée à travers les

rapports de production existants, et l'autre est le fait d'appuis politiques organisés, qui nécessitent le renforcement des contraintes extra-économiques.

C'est ce dernier fait, cet élément de contrainte extra-économique, qui permet de comprendre les différentes formes de réglementation du travail. Les incidences économiques d'un tel régime sont évidentes : travail forcé, terres clôturées de force, contribution, cultures, ventes forcées, autant de facteurs qui dévaluent systématiquement le travail et ses produits. L'on ne peut comprendre ni la stagnation persistante du marché intérieur, ni l'essor du commerce d'import-export, axé du développement en cours, sans saisir ce fait essentiel.

Partant de là, l'on peut diviser en deux groupes les rapports de production inégaux en milieu rural. Ils sont devenus autant d'entraves à la productivité des paysans, dans la mesure où ils s'appuient sur la contrainte extra-économique pour leur reproduction, comme c'est le cas des pratiques associées à la bourgeoisie comprador/bureaucrate et à la propriété foncière. Lorsque leur reproduction est libre de toute forme de coercition extra-économique, tel dans le cas de l'exploitation des petits paysans par les paysans aisés et les capitalistes ruraux, ils peuvent encore promouvoir la productivité des paysans.

Il est bien clair que la distinction faite ci-dessus ne se vérifie pas toujours dans la pratique. Dans certains cas en effet, les rapports commerciaux sont étroitement liés à la coercition extra-économique. De même, l'on ne trouve pas une nette opposition entre les capitalistes ruraux et la bourgeoisie comprador/bureaucrate ; les rapports entre les deux classes dénotent davantage un mélange de coopération et de concurrence.

C'est pourquoi, il est très probable que des revendications visant à débarrasser les campagnes des méthodes de contrainte extra-économique contribueront à diviser les populations rurales en trois groupes et non en deux. Alors que les personnes - bourgeoisie comprador/bureaucrate et propriétaires - qui bénéficient de toute évidence du présent état des choses s'y opposeraient catégoriquement selon toute attente, les victimes de cette situation, à savoir l'ensemble de la paysannerie et les manoeuvres agricoles, soutiendraient tout aussi fermement à n'en pas douter ces revendications. En revanche, les capitalistes ruraux adopteraient une position intermédiaire et indécise, sans pencher résolument pour les uns ou les autres.

Ce régime qui s'appuie sur la réglementation du travail se

caractérise également par ses incidences politiques. Alors que les rapports commerciaux, si inégaux soient-ils, sont théoriquement parfaitement compatibles avec les libertés démocratiques de la paysannerie, l'on ne saurait en dire de même des méthodes de coercition extra-économique. Il n'est pas de véritable démocratie possible en ce qui concerne les affaires de l'Etat, lorsque la contrainte directe fait partie intégrante des rapports de production qui définissent l'activité principale de la vaste majorité. Dans ce contexte, la contrainte directe est étroitement liée aux rapports prévalant entre les exploiters et les exploités, et non seulement entre le pouvoir et les administrés. Le pouvoir politique n'intervient pas seulement pour reproduire des rapports de classes ; c'est un élément essentiel du processus d'extorsion de travail supplémentaire aux producteurs indépendants. C'est une force économique en soi. Il caractérise par conséquent le pouvoir de l'Etat qui stabilise les rapports sociaux de base.

C'est pour cela que dans pareilles situations, même si le pouvoir central peut être légitimé par des usages démocratiques officiels, comme la compétition entre plusieurs partis politiques par le biais d'élections régulières, les structures étatiques en milieu rural ne prévoient aucune forme de contrôle démocratique. Ni la hiérarchie administrative des chefs, ni la hiérarchie judiciaire des tribunaux, ni les différents comités fonciers municipaux, ne prévoient l'intervention du peuple dans leur fonctionnement. Ces institutions ne sauraient admettre pareille intrusion étant donné qu'elles sont les organes que l'Etat a chargés d'assurer la réglementation du travail usant de contraintes extra-économiques.

Si l'on ne s'en rend pas compte, l'on ne peut réellement comprendre la teneur exacte des revendications formulées dans le cadre du combat démocratique qui se livre dans notre contexte. Pour une fois que la lutte démocratique se circonscrit uniquement à une simple revendication pour l'instauration d'un système multipartiste et pour des élections libres et régulières, seules les classes déjà libres de toute contrainte extra-économique en saisissent immédiatement l'importance. C'est pour cela qu'une réforme démocratique libérale dans notre contexte ne peut toucher qu'une minorité ; elle ne peut en effet avoir de sens que pour la bourgeoisie et les classes moyennes et à la rigueur les travailleurs.

Il faudrait adopter une conception plus vaste et plus populaire de la démocratie, dont l'essentiel serait l'affranchissement de la paysannerie, groupe social majoritaire, de toutes formes de contraintes extra-économiques. Le préalable d'une telle réforme politique radicale n'est rien d'autre qu'un changement des rapports de production de la

société. Une transformation sociale doit en effet nécessairement passer par là.

Je ne prétends pas que la fin des pratiques de contraintes extra-économiques entraînera automatiquement l'épanouissement d'une démocratie populaire. S'il est vrai que l'avènement de la démocratie doit nécessairement emprunter cette voie, il n'en demeure pas moins que ce n'est pas une condition suffisante. Les libertés démocratiques n'arrivent jamais comme une conséquence logique de l'économie de marché, il faut toujours mener un combat populaire pour les obtenir.

L'initiative d'un tel combat populaire et démocratique ne vient pas non plus de la paysannerie elle-même. Dans la mesure où toutes les couches de la paysannerie sont de petits producteurs de produits de base, elles représentent différentes combinaisons contradictoires de la force de travail et de la propriété. Elles sont donc incapables de ce fait d'élaborer en toute autonomie un programme agraire cohérent du point de vue de la main-d'oeuvre ou du Capital. Un programme cohérent pour l'émancipation de la paysannerie, considérée comme une fraction des masses laborieuses, ne peut émaner que de la section de classe des travailleurs qui est elle-même libérée de la propriété privée au niveau de la production. La paysannerie est nécessairement menée par la bourgeoisie ou la classe des travailleurs. Faute de s'en rendre compte, l'on ne réussira pas à freiner la mobilisation actuelle de la paysannerie orchestrée d'en haut à l'initiative de la bourgeoisie, par un effort visant à reconstituer la communauté paysanne à la base.

Notes:

* Professeur Associé en Sciences Politiques à l'Université Makerere, Kampala, Ouaganda.

Mes remerciements s'adressent à Wamba-dia-Wamba, P. Anyang Nyong'o' et Henry Bernstein pour leurs commentaires et leurs critiques; toute ma gratitude à James Serugo et Georges Okello qui m'ont servi de guide à Kitende et Amwoma.

1. Un article récent (Loichie, 1985) s'efforce de résumer ce débat, en donnant des citations détaillées sur les ouvrages intéressants. Il reste malheureusement lui aussi prisonnier de la même perspective étriquée.

2. Il ne faudrait pas confondre ceci avec l'autonomie vis-à-vis du processus de production. Aucun ménage paysan ne peut se prétendre indépendant du processus de production dans une économie de production.

3. J'ai mené une enquête globale portant sur les 92 ménages qui vivaient à Kitende en décembre 1983. A Amwoma, en revanche, l'enquête réalisée en juillet 1984 était en trois volets distincts : (a) de longues interviews détaillées de porte à porte, dans un Wang Tic (le village compte 8 Wang Tic d'importance inégale) comprenant 28 ménages ; (b) des interviews structurées d'un échantillon de ménages appartenant essentiellement à la couche des paysans propriétaires, c'est-à-dire 9 au total ; et (c) statistiques générales de

Africa Development

l'occupation des terres par chacun des contribuables paysans, obtenues à la préfecture de Dokolo, mais vérifiées et revisées à partir des informations recueillies dans le village.

A la lumière des renseignements ainsi obtenus, j'ai établi des tableaux illustrant les différentes classes que comportent le village et le Wang Tic. Le tableau suivant indique les résultats obtenus :

	Village		Wang Tic	
	Nombre	%	Nombre	%
Capitalistes	3	0,4	1	3,6
Paysans aisés	19	2,7	-	-
Paysans de classe moyenne	85	12,0	4	14,3
(haute bourgeoisie) (19)		(2,7)	(2)	(7,1)
(moyenne bourgeoisie) (37)		(5,2)	(1)	(3,6)
(petite bourgeoisie) (29)		(4,1)	(1)	(3,6)
Paysans démunis	587	83,1	19	67,9
Manoeuvres agricoles	12	1,7	4	14,3

La différence entre les deux réside dans le fait que le Wang Tic est la maison du plus gros des trois capitalistes du village. Cet élément explique que le pourcentage de capitalistes et de manoeuvres agricoles soit élevé dans les résultats obtenus pour le Wang Tic que pour le village. L'autre aspect de la question, c'est le pourcentage inférieur de paysans riches et pauvres dans les résultats obtenus pour le Wang Tic. Les similitudes entre les deux résultats apparaissent clairement si nous combinons en un seul chiffre les chiffres se rapportant aux capitalistes/paysans riches ainsi que ceux se rapportant aux paysans démunis/manoeuvres agricoles pour également en faire un seul chiffre.

	Village		Wang Tic	
	Nombre	%	Nombre	%
Capitalistes/ Paysans aisés	22	3,1 %	1	3,6 %
Paysans de classe moyenne	85	12,0 %	4	14,3 %
Paysans démunis/ manoeuvres agricoles	599	84,8 %	23	82,2 %

4. Chango Machyo, au cours d'une conversation en 1984.

Références:

Arrighi, Giovanni, 1973, "Labour Supplies in Historical Perspective", in Essays on the Political Economy of Africa (eds., Saul & Arrighi), New York: Monthly Review.

Engels, F., 1970, "The Peasant Question in France and Germany", in Selected Works, Vol.3, (Marx & Engels), Moscow: Progress.

Hussein, Athar and Tribe, Keith, 1981, Marxism and the Agrarian Question, vol.1: German Social Democracy and the Peasantry, 1890-1907, New Jersey: Humanities Press.

Hyden, Goran, 1980, Beyond Ujamaa in Tanzania: Underdevelopment.

Hyden, Goran, 1983, No Shortcuts to Progress: African Development Management in Perspective, London: Heinemann.

Lenin, V.I., 1967, The Development of Capitalism in Russia, Moscow: Progress.

Lofchie, F. Micheal, 1985, "Africa's Agrarian Malaise", (eds., Carter, G. & O'Meara, P., African Independence: The First 25 Years, Indiana: Indiana University Press.

Mamdani, Mahmood, 1976, "Politics and Class Formation in Uganda", London: Heinemann.

Mamdani, Mahmood, 1982, "Karamoja: Colonial Roots of Famine", in Review of African Political Economy, No.25.

Mao-tse-Tung, 1965, "An Analysis of Classes in Chinese Society", in Selected Works, Vol.1, Beijing: Foreign Language Press.

Meillassoux, Claude, 1984, "Maidens, Meal and Money", Cambridge: Cambridge University Press.

Shivji, Issa, 1976, Class Struggles in Tanzania, London: Heinemann.

Thomas, Clive, 1984, The Rise of the Authoritarian State in Peripheral Societies, New York: Monthly Review.

Wolpe, Harold, "Capitalism and Cheap Labour-Power in South Africa: From Segregation to Apartheid, in Economy and Society, 1.4, 425-56.

SUMMARY

The paper provides an analysis of the agrarian question in Uganda. The starting point of the analysis is the two-fold character of peasant exploitation, the basis of a two-fold capital accumulation process in the countryside, from below and above, one developed relatively spontaneously through existing commodity relations, the other the result of an organised state connection, necessarily requiring a complement of extra-economic coercion, i.e. forced labour, forced land enclosures, forced contributions, forced crops, forced sales - all these amount to a systematic devaluation of labour and its products. Neither the persistently narrow home market, nor the continued function of export-import as the axis of the development that does take place, can be understood without grasping this elementary fact.

Unequal relations in the countryside can be divided into two. To the extent that they rely on extra-economic coercion for their reproduction, as is characteristic of practices associated with the comprador/bureaucrat bourgeoisie and landlordism, they have turned into so many shackles on peasant productivity. To the extent that their reproduction is free of extra-economic coercion, as is characteristic of rich peasant and village capitalist exploitation, they contain the potential of enhancing peasant productivity. In practice, market relations are intertwined with economic coercion and the relations between village capitalists and comprador/bureaucrat bourgeoisie reflect a mixture of cooperation and competition.

While market relations (though unequal) are in theory fully compatible with democratic freedoms for the peasantry, the same cannot be said of practices connected with extra-economic coercion. Where direct compulsion is an integral part of production relations that define the life activity of the vast majority, no consistent democracy is possible so far as state affairs are concerned. In such a situation, direct force becomes very much a part of relations between the exploiters and the exploited, and not simply between the rulers and the ruled. Political power is a part of the process of surplus labour extraction from direct producers. It is itself an economic force, and thus marks the character of the state power that stabilises basic relations in society.

In such situations, even if central state power may be legitimated through formal democratic practices like multi-party competition through regular elections, state structures in the countryside do not allow for any democratic forms of control. Neither the administrative

hierarchy of chiefs, nor the judicial hierarchy of courts, nor the various District Land Committees, allow for popular intervention in their functioning. These organs are tied up with the regime of labour controls and reproduced through extra-economic coercion.

In this context, the democratic struggle is confined to no more than a narrow demand for a multi-party system and free-and- fair elections. Hence, its significance is immediately confined to only those classes already free of extra-economic coercion. This is why a liberal democratic reform in the case of Uganda can only be a minority reform, of meaning to the bourgeoisie and the middle classes, and at most to the working class.

What is needed is a much broader and popular conception of democracy, whose kernel must be the emancipation of the peasantry, the majority of society, from all forms of extra- economic coercion. The pre-requisite for such a sweeping political reform is no less than a change in the production relations of society. It is tantamount to a social transformation.

It is not being suggested that an end to the practices of extra-economic coercion will automatically bring in its wake a flowering of popular democracy. While the former is a necessary condition for the latter, it is no way a sufficient condition. Democratic freedoms have never come about as a logical consequence of a free market, they have always had to be won through popular struggle.

As the peasantry embody various contradictory combination of labour and property, they are incapable of evolving autonomously a consistent agrarian program, either from the point of view of labour or of capital. A consistent program for the emancipation of the peasantry as part of the labouring masses can only come from that section of the labouring people - the working class - which is itself emancipated from private property in production. The peasantry is necessarily led by either the bourgeoisie or the working class. In the absence of this realisation, it is not possible to counter the present mobilization of the peasantry.